



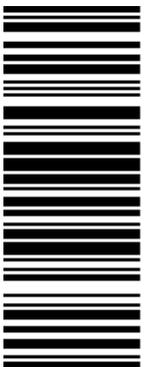
REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Face à l'inflation échelle mobile des salaires !



FRESH IDEA STOCK ADOBE



2273-8762



- Même sans majorité absolue, le gouvernement attaque p. 2
- L'élargissement de l'OTAN à la Suède et la Finlande p. 4
- Les États-Unis et la Chine se défont à Taïwan p. 5
- La crise mondiale de l'alimentation p. 7
- La situation économique mondiale p. 10
- Le peuple chasse le président du Sri Lanka p. 13
- Un gouvernement front populiste au Pérou p. 16
- La lutte des enseignants précaires au Maroc p. 20
- Histoire du Parti communiste chinois : 1935-1938 p. 22
- ABC du marxisme : inflation p. 28

Même sans majorité absolue, le gouvernement Macron Borne attaque la classe ouvrière

Dans le capitalisme, les producteurs de toutes les richesses sociales (matérielles ou immatérielles comme la santé et l'enseignement) doivent coûter le moins cher possible, subir la hausse des prix, travailler plus intensément, accepter d'être licenciés, être traités alors d'assistés par les gavés de LR, du RN ou de Renaissance, être traqués, surexploités voire expulsés quand ils sont étrangers...

L'inflation a atteint 6,1 % en rythme annuel en juillet, selon l'Insee, qui prévoit qu'elle devrait approcher des 7 % en septembre. Le gouvernement a lâché quelques aumônes, dans le projet de loi dit « pouvoir d'achat » et dans le budget rectificatif. Les revalorisations accordées, qu'il s'agisse des retraites, du point d'indice des fonctionnaires, des allocations familiales, etc., sont bien en deçà de la hausse des prix. C'était délibéré. Pour la bourgeoisie, il est hors de question que ces augmentations nourrissent « la spirale inflationniste », ce que répètent à l'envi nombre d'économistes, qui ont fait le choix de défendre les intérêts du capital contre les salariés. Pour ces larbins, les patrons ont le droit de répercuter les hausses de prix, voire de les anticiper, mais la classe ouvrière (salariés, chômeurs, retraités) doit, elle, supporter la baisse des salaires réels, la baisse du pouvoir d'achat.

Le gouvernement veut contraindre les chômeurs mais pas les capitalistes. Ils feront ce qu'ils veulent, sur les salaires de leurs exploités ou sur leurs prix de vente. Comme Michel-Edouard Leclerc qui se pose en défenseur des consommateurs (« *On va faire un bouclier anti-inflation* », *BFM*, 3 mai) ou TotalEnergies qui lâche 0,20 euro par litre de carburant alors que le groupe a engrangé au 1^{er} semestre 2022 la bagatelle de 10,2 milliards d'euros de profit, après avoir réalisé un bénéfice de 16,3 milliards en 2021. Le « geste commercial » représente 500 millions d'euros alors que Total a versé à ses actionnaires l'an dernier près de 9 milliards.

Et le gouvernement va plus loin encore. Ne disposant que d'une majorité relative, il trouve en effet à l'Assemblée nationale sans trop de difficultés l'appui des députés LR qui ne manquent aucune occasion pour renforcer le caractère réactionnaire de ses propositions et la bienveillance de ceux du RN. Ainsi aucune disposition n'est prise pour garantir l'augmentation des salaires dans le privé, mais le montant maximal de la « prime Macron », exonérée de tout impôt et cotisation sociale, versée à la discrétion des patrons, est triplé. Les patrons des entreprises de 20 à 250 salariés paieront 50 centimes de moins de cotisations patronales pour chaque heure supplémentaire. Tout cela assèche les recettes de la sécurité sociale

dont le déficit servira ensuite de prétexte à des nouvelles restrictions des prestations sociales. Les journées de RTT pourront, si le patron est d'accord, être échangées contre leur paiement, ce qui revient, par la bande, à faire sauter la durée légale du travail des 35 heures hebdomadaires.

Le mythe de la « crise de la 5^e République » causée par des élections a fait long feu. Les appareils syndicaux laissent le parlement légiférer, laissent les patrons libres de fixer leurs prix, de limiter les augmentations de salaire, laissent l'État s'en prendre aux immigrés, continuer à étrangler les hôpitaux publics... LFI, le PCF et le PS se cantonnent dans le rôle d'opposition de sa majesté, respectueuse des institutions. Ils acceptent que Macron gouverne, ils acceptent que le bloc Renaissance-LR appuie l'action gouvernementale au parlement.

Groupe marxiste
internationaliste



Programme

CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 17

Les partis « réformistes » (LFI, PS, PCF) sont incapables de demander la confiscation pure et simple des bénéfices de Total ou Sanofi, sans parler d'exproprier les groupes capitalistes. Leur bloc front populiste avec EELV (NUPES) est prisonnier de la défense du capitalisme français qu'ils camouflent en « intérêt national ». À l'Assemblée nationale, leurs députés se sont bornés à demander un prélèvement exceptionnel de 30 % des bénéfices déclarés. Mais les groupes capitalistes de dimension internationale ne paient quasiment

pas d'impôt tout en bénéficiant de l'appui de leur État pour conquérir et préserver leur part du marché mondial. En 2019, Total n'a pas payé un euro d'impôt sur les sociétés !

Au Sénat, quelques jours après, les groupes PS et PCF ont baissé leur demande à 25 %. Comme le sénateur du PCF Pierre Laurent s'en est défendu, « *aucun amendement ne va mettre à bas le système ou écraser les entreprises* ».

De même, le PS, le PCF et LFI ont demandé un SMIC à 1 500 euros nets, mais pas l'indexation immédiate de tous les salaires sur l'inflation.

Dans les commissions, loin des caméras des grandes chaînes de télévision, les députés LFI sont bien plus sages que sur les bancs de l'Assemblée. À celle de la défense, le 7 juillet, aucun ne s'est élevé contre le fardeau grandissant du militarisme qui retombe sur les travailleurs des villes et des campagnes. Anna Pic (PS) s'est inquiétée des troupes au Sahel, Bastien Lachaux (LFI) a demandé qu'il n'y ait pas de discrimination sexuelle car « *nos armées ont bien besoin de recruter* », Fabien Roussel (PCF) veut « *plus associer le parlement aux choix* ».

	Pondérations 2022	juillet 2021	juin 2022	juillet 2022 (p)
Ensemble IPC*	10000	1,2	5,8	6,1
Alimentation	1649	0,9	5,8	6,7
- Produits frais	249	3,8	6,6	4,8
- Autre alimentation	1400	0,4	5,7	7,1
Tabac	215	5,1	-0,1	0,1
Énergie	886	12,3	33,1	28,7
Produits manufacturés	2444	-1,1	2,5	2,7
Services	4806	0,6	3,3	3,9
Ensemble IPCH**	10000	1,5	6,5	6,8

(p) données provisoires

Champ : France hors Mayotte

*: indice des prix à la consommation **: indice des prix à la consommation harmonisé

Source : Insee - indices des prix à la consommation

que la France doit faire ». Si bien que le ministre Lecornu s'est félicité de leur « esprit constructif ».

Le risque de blocage étant écarté, au moins pour le moment, Macron et Borne posent des jalons pour la route à suivre.

- Darmanin prépare un projet de loi pour augmenter le taux d'exécution des obligations de quitter le territoire à l'encontre des immigrés n'ayant pu obtenir un titre de séjour ou son renouvellement. Parmi eux, des centaines de jeunes qui travaillent, qui dans une boulangerie, qui dans une boucherie, etc. dont les employeurs réclament la régularisation, ou bien qui ont obtenu un diplôme en étant scolarisés, promis à une expulsion.
- L'allongement du temps de travail avant de pouvoir bénéficier d'une retraite pleine reste évidemment au menu :

Ce sur quoi je me suis engagé dans ma campagne présidentielle, c'est de dire : on doit progressivement décaler l'âge de départ légal obligatoire jusqu'à 65 ans, mais à un horizon, demain, qui est au milieu des années 2050 (Macron, Entrevue à TF1 et France 2, 14 juillet)

- Il ambitionne également de durcir les règles d'attribution du RSA pour contraindre les bénéficiaires à accepter une offre d'emploi, quelles qu'en soient les conditions. L'antienne du chômeur vivant aux crochets de la société est resservie cyniquement :

S'ils peuvent trouver et aller vers un autre métier, je l'entends très bien. Si, derrière, la réponse, c'est « je vais bénéficier de la solidarité nationale pour réfléchir à ma vie », j'ai du mal à l'entendre. Parce que cette solidarité nationale, c'est ceux qui bossent qui la payent, et une nation c'est un tout organique. (Macron, Entrevue à TF1 et France 2, 14 juillet)

- La réforme des lycées professionnels est engagée. Elle consiste ni plus ni moins à mettre cette filière sous la coupe réglée du patronat, en calant la carte des formations sur les besoins d'emplois, surtout là où les salaires et les conditions de travail rebutent les candidats.

Il est nécessaire que les lycées professionnels changent afin de mieux prendre en compte les attentes des employeurs. C'est indispensable, surtout dans une période où les tensions de recrutement s'accroissent et touchent quasiment l'ensemble de nos adhérents, des commerces de bouche à l'hôtellerie-restauration en passant par le bâtiment. (Pierre Burban, Union des entreprises de proximité, Le Monde, 30 juillet)

Le temps passé en entreprise serait doublé en classe de terminale, au détriment de la formation théo-

rique, avec l'objectif de transformer les élèves actuellement sous statut scolaire en apprentis dépendant des patrons.

- Enfin, Macron n'oublie pas que la défense de l'impérialisme français implique de moderniser et de renforcer son armée. Le budget des armées « *ne va pas diminuer, au contraire* », dit-il le 14 juillet. La loi de programmation militaire en cours doit déjà porter son montant de 35,9 milliards en 2019 à 44 milliards en 2023 et 50 milliards en 2025. Mais Macron en veut plus :

Alors que les conflictualités s'intensifient, il nous faut aujourd'hui réévaluer nos ambitions. Notre ambition opérationnelle pour 2050 doit être revue pour mieux assurer notre capacité à faire face à la perspective du retour possible d'un affrontement de haute intensité. (Macron, Discours aux armées, 13 juillet)

Si Macron n'a finalement guère à craindre à l'Assemblée nationale, il n'est pas menacé non plus par les chefs syndicaux. Les mille et un mécanismes de la « concertation » et du « dialogue social » tournent à plein et déjà, CGT et Solidaires ont décrété une « journée d'action » le jeudi 29 septembre, journée de grève interprofessionnelle sur les salaires, bien après la mise en place de la nouvelle assemblée en juillet et les premières lois de juillet et août, et même après la rentrée politique et la mise au point des plans antisociaux du gouvernement Macron-Borne. Selon la rhétorique habituelle, cette journée d'action doit s'inscrire « *dans une mobilisation large et dans la durée* », c'est-à-dire être éventuellement suivie d'autres journées d'action sans perspective, moyen le plus sûr et le plus éprouvé pour conduire toute mobilisation à l'épuisement et à la défaite.

Il n'y a pas 36 solutions ! Pour vaincre Macron, pour toutes les revendications, il faut imposer sans attendre aux chefs syndicaux la rupture de la collaboration de classes, la préparation de la grève générale. Pour arracher l'échelle mobile des salaires, il faut structurer des fractions lutte de classe dans les syndicats, l'auto-organisation des travailleurs en assemblées générales, en comités de grève et leur centralisation, l'auto-défense des manifestations avec les services d'ordre des travailleurs contre la police, les fascistes et les casseurs.

Non à l'accord criminel d'élargissement de l'OTAN

En 2014, les combattants kurdes étaient salués dans les pays occidentaux comme des héros luttant contre l'organisation terroriste connue sous le nom d'État islamiste-Daech. Largement armés par l'OTAN et principalement par l'impérialisme américain (à juste titre, sans aucune protestation de la part des pacifistes que l'on entend aujourd'hui ou des pro-Poutine), ils étaient en première ligne dans cette guerre. Peu ont protesté contre la décision ultérieure (à notre avis totalement erronée) de l'YPG-PYD, la branche syrienne du PKK/Turquie, de continuer à se battre non seulement avec leur appui matériel mais aux côtés des troupes américaines.

En 2015, pour conserver la Turquie dans l'OTAN, Trump a autorisé l'invasion militaire décidée par Erdogan du nord de la Syrie, destinée à évincer le PKK-YPG. Erdogan avait de 2012 à 2015 financé et hébergé les bandes islamistes de Syrie (en particulier Al-Nosra lié à Al-Qaïda).

Aujourd'hui, tout ceci est oublié au nom de l'affrontement avec l'impérialisme russe. En mai, le gouvernement réformiste de Suède (SAV, Parti social-démocrate) et le gouvernement front populiste de Finlande (SDP-Kesk-Vihr-Vas-SFP) ont décidé de rejoindre l'OTAN. L'État turc a mis des conditions. Le 29 juin, le sommet de Madrid de l'OTAN a accepté leur demande. Grâce à Biden, Erdogan recevra toutes les armes qu'il veut, la Suède et la Finlande entreprendront de renoncer à défendre les réfugiés politiques (des listes de personnes à expulser sont en cours d'élaboration).

Notre condamnation de cet accord criminel est sans appel. L'extension et le renforcement de l'OTAN prennent place dans le cadre d'une confrontation mondiale, et demain peut-être d'une guerre ouverte, entre les vieilles puissances impérialistes dirigées par les États-Unis et le nouveau bloc impérialiste Chine-Russie né de l'effondrement et de la transformation capitaliste des anciens régimes staliniens.

Face à cette situation où l'affrontement réel a lieu entre les bourgeoisies capitalistes des deux blocs, nous, comme léninistes conséquents, nous prononçons pour le défaitisme révolutionnaire bilatéral et la transformation de l'affrontement impérialiste en guerre civile et en révolution socialiste.

Mais, toujours parce que léninistes, nous savons distinguer entre les puissances impérialistes et les États et les nations qui ne le sont pas. C'est pourquoi nous sommes inconditionnellement du côté du peuple kurde contre tous ses ennemis, qu'ils s'appellent Erdogan, Assad, Fatah al-Cham (ex-Al-Nostra) ou État Islamique-Daech, pour son droit de se défendre en s'armant par tous les moyens possibles. De la même manière nous continuons à soutenir l'Ukraine dans sa lutte pour défendre son indépendance nationale contre la tentative de l'oligarchie russe de la détruire.

Qu'est-ce qu'une annexion ? L'opposition aux annexions se ramène à la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Sinon, elle n'est qu'une phraséologie pacifiste qui couvre le statu quo et est hostile à toute violence, même révolutionnaire. Une telle position est foncièrement fautive et inconciliable avec le marxisme. (Lénine, La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, février 1916)

Nous le faisons sans apporter le moindre soutien politique aux dirigeants de ces États ou nations et toujours dans la perspective de la révolution socialiste.

Bien sûr, nous faisons une différence entre le gouvernement Zelensky et une organisation petite-bourgeoise radicale comme le PKK. Mais nous ne soutenons pas les mesures sociales du PKK-PDY-YPG nationaliste, son culte du chef (Abdullah Ocalan), ses mesures anti-arabes dans le mini-État du Rojava et ses compromis avec l'impérialisme américain.

Cependant, cela n'enlève rien au fait que la défense d'une nation agressée et opprimée est un devoir dans tous les cas, y compris celui de l'Ukraine, comme le fit la Russie révolutionnaire en 1920 pour la Turquie dominée du bourgeois Kemal contre la Grèce soutenue par l'impérialisme anglais.

Non à l'accord criminel d'élargissement de l'OTAN

Aucune arme pour le régime réactionnaire de Erdogan

Bas les pattes devant les réfugiés kurdes en Suède et en Finlande

Les terroristes, ce n'est pas le PKK mais l'OTAN et l'OTSC (alliance militaire entre la Russie et les pays satellites)

Inconditionnellement pour la dissolution des deux blocs militaires

Retrait des troupes turques, syriennes et iraniennes des territoires kurdes

Pour le droit inconditionnel du peuple kurde à son autodétermination

Pour le droit à un Kurdistan indépendant, unifié et socialiste dans le cadre d'une fédération socialiste du Proche-Orient

29 juin 2022

Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)

Comité provisoire pour la reconstitution de l'OTI

Partito Comunista dei Lavoratori (Italie)

L'impérialisme américain et son rival chinois se défient à Taïwan

Le 2 août, une des principaux dirigeants politiques américains se rend officiellement à Taïpeh, la capitale de Taïwan.

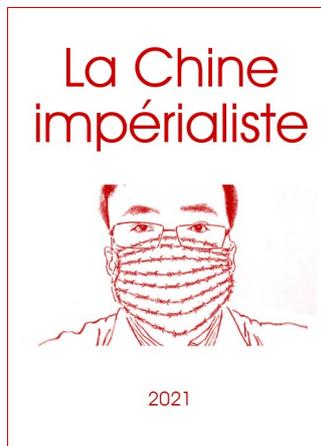
Le 4 août, le gouvernement chinois déclenche de grandes manoeuvres militaires dans le détroit qui sépare l'île du continent.

Les États-Unis veulent contenir la Chine

L'armée américaine possède 800 bases à l'étranger. Qu'ils soient présidés par un membre du Parti démocrate ou du Parti républicain, les États-Unis ont une stratégie mondiale, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit toujours couronnée de succès.

Après l'éclatement de l'URSS, qui était un État ouvrier dégénéré, le principal adversaire de la bourgeoisie américaine est progressivement devenu la Chine, où le capitalisme a été restauré de manière plus maîtrisée qu'en Russie. La République populaire de Chine (RPC) est un géant capitaliste et elle ne peut

repartager le monde qu'au détriment du Japon, de l'Allemagne et surtout des États-Unis.



CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 31

De ce point de vue, Trump continuait Obama comme Biden continue Trump. Les présidents changent souvent, les généraux moins vite.

Biden renforce l'alliance quadrilatérale (Quad ou QSD) entre l'Inde, l'Australie, le Japon et les États-Unis. En juin 2022, il dévoile un projet d'accord commercial pour cette alliance, le Cadre économique indopacifique (IPEF). Dans la région Pacifique, au détriment de l'impérialisme français, l'alliance militaire AUKUS réunit la Grande-Bretagne, l'Australie et les États-Unis. En octobre 2021, la présidente taïwanaise confirme que les forces spéciales étasuniennes forment les militaires de son pays. Les deux gouvernements négocient un accord commercial.

L'enjeu que représente Taïwan

En 1945, après le départ des troupes japonaises, le Guomindang (Kuomintang, GMD) qui gouverne la Chine prend le contrôle de Taïwan (Formose) une île de l'ancien empire chinois peuplée de 10 millions d'habitants. En 1947, le GMD réprime la population locale et instaure la loi martiale, c'est la « terreur blanche ». En 1949, le Parti communiste chinois (PCC) chasse le GMD du continent. Celui-ci se replie sur Taïwan, Jiang Jieshi (Chiang Kai-shek) y maintient un régime despotique soutenu par l'impérialisme américain, alors hégémonique, au nom de la défense du « monde libre », bien sûr. Le GMD prétend unifier la Chine en chassant les communistes. De son côté, le PCC réclame Taïwan.

La bourgeoisie profite, comme celle de la Corée du Sud, de la guerre de Corée et de la guerre du Vietnam pour devenir autonome en combinant investissements étrangers (surtout américains et japonais), protectionnisme et réforme agraire. Sur place, se développe une accumulation du capital.

Officiellement, en RPC, les échanges avec l'île sont interdits. Mais, en 1979, Deng Xiaoping ouvre des « zones économiques spéciales » où les entreprises du reste du monde peuvent exploiter la main-d'oeuvre sans grève ni syndicat. Les capitalistes hans de Hongkong, Macao, Singapour et Taïwan en sont avides et transfèrent de la technologie.

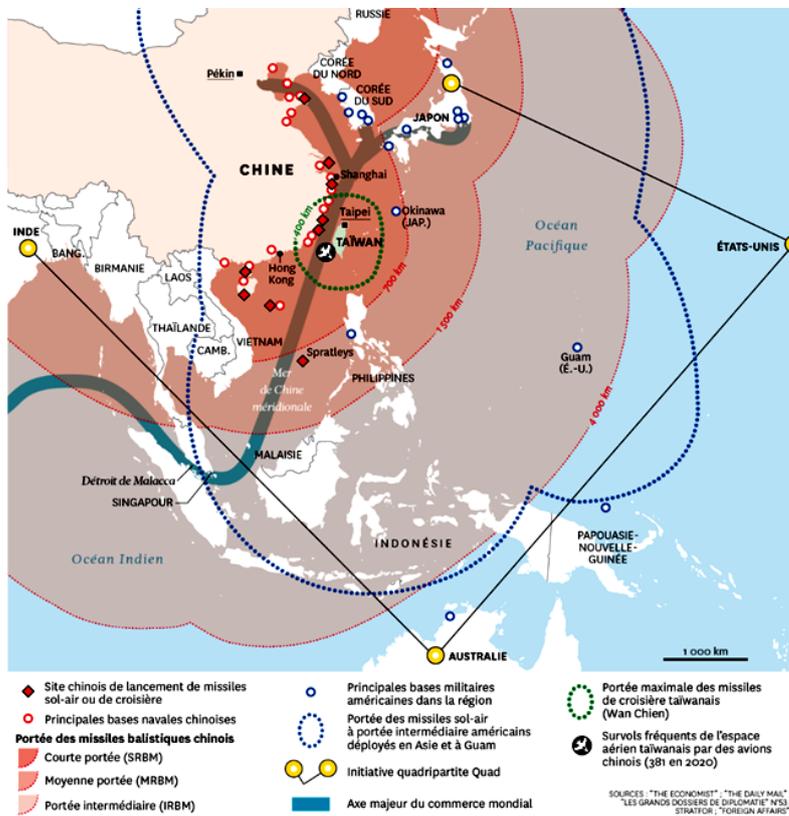
La même année, le Congrès des États-Unis adopte une loi (Taïwan Relations Act) qui définit les relations avec Taïwan comme semblables à celles avec tout autre État, à l'exception de relations diplomatiques officielles. Elle autorise la vente d'armes à des fins défensives à Taïwan. En 1987, la loi martiale est levée. Une partie de la bourgeoisie locale en profite pour lancer le Parti démocrate progressiste (Minjindang, PDP) qui veut l'indépendance... ou plus exactement, la dépendance envers les États-Unis.

Avec la restauration du capitalisme en Chine en 1992, les relations économiques et diplomatiques s'épanouissent. En 1996, le GMD est contraint de partager le pouvoir à Taïwan sous la forme d'élections. En 2000, le PDP emporte l'élection présidentielle.

En 2002, ses principaux groupes capitalistes ayant atteint la taille critique, le gouvernement de Taïwan renonce officiellement au protectionnisme et adhère à l'OMC pour leur ouvrir les marchés étrangers. En 2010, un accord de coopération économique sanctuarise les intérêts des grandes multinationales chinoises (Huawei, ZTE, China Mobile...), américaines (Apple, Google, Microsoft...) et taïwanaises (Foxconn, le premier groupe mondial de semi-conducteurs TSMC...).

Ce n'est qu'en 2011 que le droit des syndicats est reconnu. Toutefois, une grève ne peut être déclenchée que si elle a été approuvée, lors d'un vote à bulletin secret, par la majorité des adhérents du syndicat déposant le préavis.

En 2015, à Singapour, Xi Jinping rencontre Ma Ying-Jeou, président GMD de Taïwan. Mais Tsai Ing-wen, du PDP, est élue en 2016. Elle veut maintenir le statu quo vis-à-vis de Pékin et obtenir plus de reconnaissance diplomatique. Elle fait adopter en 2017 une loi sur le travail permettant au patronat de faire travailler les salariés douze jours consécutifs, en 2019 une loi qui autorise le mariage homosexuel. La guerre commerciale entreprise par Obama et Trump contre la Chine entraîne une forte croissance des exportations taïwanaises vers les États-Unis. Tsai est réélue en 2020.



Washington ne craint visiblement pas d'irriter Pékin. Après avoir affiché avec vigueur, fin mai, le soutien américain à Taïwan si l'île venait à être attaquée par la Chine, les États-Unis ont annoncé mercredi avoir lancé avec Taipei un nouveau cadre de discussions : l'Initiative EU-Taïwan pour le commerce du 21^e siècle. (Les Échos, 2 juin 2022)

C'est dans cette offensive contre la Chine que s'inscrit la visite de Nancy Pelosi, la présidente (Parti démocrate) de la Chambre des représentants... et épouse d'un capitaliste à la tête de 135 millions de dollars. Le président, embarrassé, prétend que la visite de Pelosi est un « choix personnel ». Contre l'avis de Trump, une vingtaine d'élus du Parti républicain affirment que Pelosi a parfaitement le droit de se rendre à Taïwan, alors que les « socialistes » du Parti démocrate, Bernie Sanders ou Alexandria Ocasio-Cortez, se gardent de toute critique.

La Chine augmente la pression

Depuis 1992, comme toute bourgeoisie, celle de la RPC repose sur l'idéologie nationaliste ; comme toute bourgeoisie impérialiste, elle veut sécuriser ses multinationales, ses importations et ses exportations, contrer les menaces de ses rivales. En 2005, Pékin adopte une loi « anti-sécession » exprimant clairement son désir de rattacher Taïwan au continent. Xi est de plus en plus menaçant envers Taïwan. En 2021, il étouffe l'opposition à Hongkong par la loi, la police et la justice.

L'armée chinoise a considérablement renforcé ses positions en mer de Chine. Dans un rayon de 500 km autour de Taipei, il y a 39 bases militaires chinoises et 2 étasuniennes. Les communications militaires américaines reposent sur des satellites vulnérables aux missiles chinois alors que les chinoises passent surtout par des câbles de fibre-optique plus fiables. L'armée chinoise dispose aussi de missiles « tueurs de porte-avions ».

Le 4 août, après la visite de Pelosi à Taipei, le gouvernement chinois s'engage dans de grands manœuvres militaires contre Taïwan qui durent jusqu'au 7. Pas moins de dix missiles tirés, une quinzaine de bateaux, des drones, des cyberattaques et plus de 60 avions. Les chasseurs et les frégates franchissent la ligne médiane du détroit de Formose qui sépare les deux pays.

Retrait de toutes les troupes impérialistes de la région ! Droit pour le peuple taïwanais de décider !

La plupart des partis bourgeois, en France, se rangent derrière leur gouvernement : d'un côté les doux démocrates (Ukraine, Taïwan et les puissances occidentales), de l'autre les agressifs ennemis de la démocratie (Chine, Russie). Le PS se range avec les premiers.

Le PCF et LFI penchent pour que l'impérialisme français joue la carte de la Russie ou de la Chine, avec comme phare inévitable le général De Gaulle.

Lourde de conséquences est la provocation des USA à Taïwan... Taïwan est un sujet tendu depuis la libération de la Chine. Mais, pour les Français depuis 1965 et le général de Gaulle, il n'y a qu'une seule Chine. Taïwan est une composante à part entière de la Chine. (Jean-Luc Mélenchon, Blog, 3 août 2022)

« Les Français depuis 1965 », c'est la bourgeoisie française, son État. De Gaulle est un de ses serviteurs, qui a commencé sa carrière en 1919 en Pologne contre l'Armée rouge et qui l'a fini en 1968 en menaçant la grève générale de l'intervention de l'armée.

Pour le prolétariat mondial, un conflit militaire entre puissances impérialistes serait une catastrophe. Les travailleurs de France, de Taïwan, de Chine, des États-Unis doivent affronter leur propre bourgeoisie. C'est au peuple de Taïwan, de Hongkong, du Xinjiang... de décider s'il veut être rattaché à la Chine ou s'il préfère en être séparé.

En Chine comme aux États-Unis, les travailleurs doivent s'organiser pour exiger de leurs organisations qu'elles se prononcent contre l'impérialisme, pour le droit des peuples, pour l'internationalisme.

Retrait des troupes et des flottes de guerre ! Fermeture des bases militaires ! À bas le Quad et l'AUKUS !

En s'unissant contre leur propre bourgeoisie, les exploités français, chinois et américains aideront les travailleurs de Taïwan, d'Hongkong et du monde entier à lutter pour leur émancipation. En posant la question de leur propre pouvoir, celui de gouvernements ouvriers expropriateurs des capitalistes, les travailleurs ouvriront la voie à la fédération socialiste d'Asie de l'Est, au socialisme mondial.

La crise mondiale de l'alimentation

Le capitalisme qui s'embourbe dans des crises mondiales combinées conduit de manière systématique l'humanité et son environnement vers la destruction. De difficultés alimentaires chroniques, on passe à une véritable crise alimentaire mondiale.

La guerre a un impact mondial qui menace de dévaster les économies des pays en développement.
(António Guterres, *ONU Info*, 13 avril 2022)

Malgré le développement des sciences et des techniques, des rendements agricoles et des moyens de transport, la famine de masse n'est pas un archaïsme. Au contraire, de nos jours, la malnutrition et les carences alimentaires touchent même des travailleurs des métropoles impérialistes. Selon le rapport mondial des crises alimentaires, en 2021, 193 millions de personnes subissaient la famine. Le capitalisme qui s'est organisé sous la forme d'États nationaux n'a pas la capacité de faire face à cette crise grâce à une coordination des États ou au moyen d'organisations comme les Nations unies (ONU).

De là, une conclusion s'impose : la survie du capitalisme est dangereuse pour l'humanité et pour bien d'autres espèces. Un autre résultat est que des émeutes de la faim vont se généraliser.

Si en analysant une situation concrète nous faisons comme si le capitalisme n'existait pas, si nous évitons exprès de l'appeler par son nom, si nous approchons le problème avec la perspective qu'il impose, si nous produisons des illusions selon lesquelles le problème peut être résolu dans le cadre du capitalisme, au moyen de ses institutions ou qu'à tout le moins, il pourrait être réduit à un niveau raisonnable, nous ne servirions qu'à masquer le rôle du capitalisme.

Ce système produit encore des richesses, mais au prix de contradictions grandissantes. Les crises économiques, la pauvreté, les dégradations écologiques, les guerres se multiplient et l'humanité est confrontée à une crise de civilisation, à un risque pour sa survie. Toutes ces catastrophes ne sont pas la description d'une dystopie, il s'agit de la réalité contemporaine. Et la crise alimentaire en est une preuve.

La bourgeoisie de la plupart des pays impérialistes avance que l'unique raison en est l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ainsi, elle rejette toute la responsabilité sur l'État russe. L'invasion russe d'un pays exportateur de céréales a certes aggravé la pénurie mondiale de nourriture. Cependant, la guerre n'a fait que précipiter la crise alimentaire. Les experts du climat, les scientifiques de l'agriculture, les organisations planétaires de la bourgeoisie s'attendaient à une crise alimentaire mondiale vers 2030. Et la raison fondamentale résidait dans le marché

agroalimentaire capitaliste, la détérioration écologique et la crise climatique.

Avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le monde est entré dans cette crise alimentaire mondiale. Sur toute la planète, le prix des denrées alimentaires connaît des augmentations records, la vie des travailleurs de nombreux pays se transforme en enfer avec l'hyperinflation, et leur vie est menacée par l'impossibilité de s'alimenter de manière saine et suffisante, la montée du chômage, les événements climatiques extrêmes, la montée du niveau de la mer...

La Russie et l'Ukraine constituent un véritable grenier mondial. Avant la guerre, la planète produisait entre 780 et 800 millions de tonnes de blé par an. Presque 10 % des exportations de blé dans le monde proviennent de la seule Ukraine : en 2020-2021, l'Ukraine a exporté 17 millions de tonnes de blé (sur 190 millions de tonnes exportées dans le monde) et 24 millions de tonnes de maïs (sur 298 millions). Plus de 50 pays satisfont au moins 30 % de leurs besoins de blé à partir de la Russie ou de l'Ukraine. Depuis le 24 février, la Russie applique un blocus aux ports de la mer Noire de l'Ukraine ; l'Ukraine a posé des mines en mer Noire pour protéger sa côte. Entre 20 et 25 millions de

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

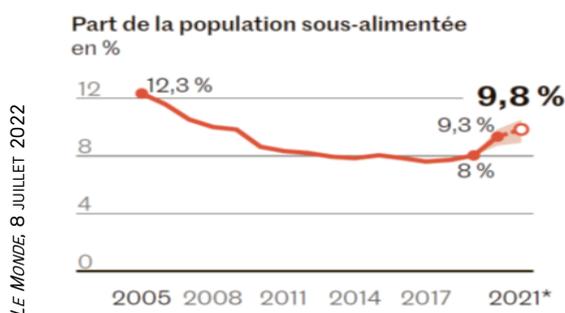
Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, esperanto, français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupemarxiste.info

Site de PD/Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.



tonnes de céréales (blé, maïs) et d'oléagineux (tournesol) récoltés en 2021 sont bloqués dans ses silos. Les exportations ne se font, depuis, que par voie terrestre, ce qui les rend plus chères. À titre de représailles contre la Russie, les États-Unis, l'Union européenne et leurs alliés appliquent un embargo économique, ce qui fait que les exportations de denrées de la Russie connaissent un minimum historique.

Les exportations maritimes de blé d'Ukraine vont peut-être reprendre grâce l'accord signé avec la Russie le 22 juillet, sous l'égide de la Turquie et de l'ONU. Mais les primes d'assurance pour le transport, même si l'accord est appliqué, renchériront le prix de vente. La guerre continuera à affecter l'agriculture de l'Ukraine : les récoltes devraient être inférieures d'au moins 30 %.

D'un autre côté, le second producteur mondial de blé, à savoir l'Inde, subit une sécheresse à cause des mois les plus chauds depuis 121 ans et, pour pallier le risque de famine, l'État a prohibé l'exportation de blé et d'autres produits alimentaires.

Avec la reprise économique mondiale de 2021 et la guerre en Ukraine, les prix du pétrole et du gaz connaissent également des augmentations records, ce qui a pour conséquence la hausse du prix des engrais et du carburant des machines agricoles. En raison des prix élevés de l'énergie et de la production alimentaire, l'Égypte a interdit au mois de mars l'exportation de denrées de base tels que le blé, la farine, les haricots et les lentilles. L'Indonésie, qui occupe 60 % des exportations d'huile de palme dans le monde, a interdit toutes les exportations de produits alimentaires et agricoles.

Quant à la Chine, sa politique est résumée par ces paroles que le chef de l'État Xi Jinping assène à chaque occasion : le peuple chinois doit tenir son bol de riz fermement entre ses mains. L'État a limité les exportations de produits alimentaires et de céréales.

Le marché international des céréales est opaque car il est contrôlé par un oligopole de quelques grandes entreprises capitalistes. La crise alimentaire est pour eux une opportunité comme la hausse du prix du pétrole et du gaz pour les groupes pétroliers. La spéculation amplifie les fluctuations du marché mondial. Depuis le début de la guerre, le prix du blé a crû de 45 %.

Nous pouvons énumérer ainsi les résultats :

- L'entrave au développement physique et intellectuel de dizaines de millions d'enfants mal nourris.
- Les maladies qui vont naître de la mauvaise alimentation de centaines de millions de personnes et le risque d'une nouvelle crise sanitaire planétaire.
- La mort de millions de personnes à cause de la faim.
- La formation de nouvelles vagues massives de déplacés dans les pays connaissant un risque de famine, en particulier en Afrique, et des nouvelles politiques cruelles des États européens, des États-Unis, du Canada, de l'Australie, de la Chine et du Japon pour tenter d'empêcher ces vagues.
- La montée du protectionnisme, ce qui causera l'aggravation de la situation alimentaire globale et durcira les rivalités entre puissances impérialistes.
- Le surgissement de révoltes populaires pouvant secouer le capitalisme face à la crise alimentaire (dont le premier cas est le Sri Lanka).

La somme des crises combinées que traverse le capitalisme, et le fait qu'elles se répètent et s'aggravent, que ce système se décompose et les résultats de la faillite dans tous les domaines des politiques économiques (qu'elles soient néolibérales ou keynésiennes) sont l'expression la plus claire que le capitalisme a échoué. La raison principale derrière la crise écologique et la crise alimentaire qui lui est liée, derrière la guerre en Ukraine et au Yémen, est que la tendance à la socialisation des forces productives se heurte de plus en plus aux rapports de production capitaliste, à la recherche du profit.

Le capital bouleverse toutes les activités qui lui échappent. Il remplace l'artisan par l'industrie, l'usurier par la banque, le petit commerçant par la grande distribution, il remplace le petit paysan par l'agriculture capitaliste. La conséquence inévitable a été des migrations de masse des campagnes vers les villes. Les espaces laissés vides par les paysans indépendants sont comblés par de véritables entreprises capitalistes. Beaucoup de paysans travailleurs qui survivent sont endettés auprès des banques, obligés à acheter des semences à

usage unique, à surutiliser des intrants (fertilisants, phytosanitaires, pesticides), à produire pour l'exportation... Souvent, leurs cultures et leur bétail sont victimes de la sécheresse ou de la salinisation des terres. Dans les pays tropicaux, les capitalistes agricoles, avec la complicité de leur État bourgeois, détruisent la forêt pour une monoculture ou un élevage extensif destiné aux pays dominants. Partout l'agriculture capitaliste pollue les sols et la nature.

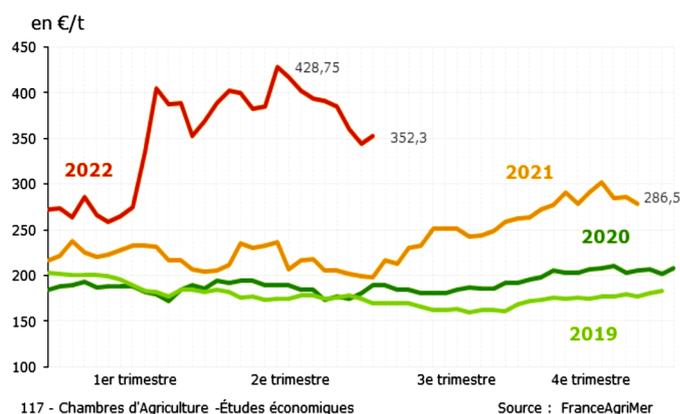
Que les groupes capitalistes de l'énergie soient publics ou privés, ils ont longtemps privilégié les moteurs thermiques. Ils continuent à extraire massivement le charbon (au prix de la vie de milliers d'ouvriers chaque année par accident et par maladie professionnelle) qui est la forme d'énergie la plus génératrice de gaz à effets de serre. Dûment avertis par les scientifiques de la marche à la catastrophe climatique, les dirigeants des pays capitalistes multiplient les sommets et les promesses, mais en réalité les émissions de gaz à effet de serre continuent de croître.

Les activités du capitalisme ont littéralement posé des explosifs sous l'écosystème. Cela a débouché sur une crise écologique qui atteint un point qui prépare la fin de la planète. Ainsi la sécheresse s'étend maintenant profondément jusqu'en Europe, remettant en question des activités agricoles de culture ou d'élevage dans de nombreuses régions jusqu'alors épargnées. Par exemple toute la plaine du Po en Italie est gravement touchée. Le fond de la crise alimentaire que nous vivons actuellement est constitué par les limites de l'agriculture capitaliste, le réchauffement climatique et par les rivalités impérialistes pour se repartager le monde.

Les conquêtes sociales que, dans quelques pays, la classe ouvrière avait pu conquérir deviennent insupportables à la bourgeoisie depuis le retour des crises économiques mondiales (1973-1974). L'État bourgeois restreint fréquemment les libertés démocratiques pour étouffer la résistance du prolétariat, des paysans pauvres, de la jeunesse en formation, des travailleurs du secteur informel. Il renforce l'espionnage, la répression policière, l'armée. De nouveaux partis ou les vieux partis de la bourgeoisie recourent au cléricanisme, au chauvinisme, au racisme. Des bandes fascistes réapparaissent, des Proud Boys à l'État islamique.

Les vagues de révolte contre l'exploitation et l'oppression n'ont jamais cessé. S'y ajoutent de plus en plus les luttes pour défendre l'environnement. Cependant, à cause de l'absence d'une direction prolétarienne révolutionnaire, ces révoltes soit portent au pouvoir des coalitions de front populaire (entre les partis ouvriers traditionnels et des partis bourgeois), soit débouchent sur des régimes encore plus réactionnaires. Les deux palliatifs permettent au capitalisme de perdurer.

Le devoir des noyaux communistes internationalistes est de se rassembler, de se lier aux masses (en particu-



PRIX DU BLE TENDRE À ROUEN, CHAMBRES D'AGRICULTURE, AOUT 2022

lier dans les syndicats), d'aider à l'auto-organisation et à l'autodéfense pour ressusciter l'alternative de la révolution socialiste mondiale afin d'orienter ces révoltes vers la destruction du capitalisme au moyen d'un programme transitoire, de se focaliser sur la construction du parti de la révolution mondiale en tant que moyen pour y parvenir.

Indexation des salaires, des retraites, des aides sociales sur l'inflation !

Interdiction des gaspillages capitalistes de l'énergie et de l'eau !

Expropriation de tout le secteur énergétique et du commerce des céréales sous contrôle ouvrier !

Expropriation des entreprises capitalistes agraires pour les remplacer par des coopératives !

Non aux brevets dans les secteurs alimentaire et agricole !

Socialisation des ressources en eau sous le contrôle des organisations ouvrières et de la paysannerie pauvre !

Priorité aux énergies renouvelables Pour une transition s'appuyant sur la recherche scientifique et la maîtrise des cycles énergétiques des différentes sources disponibles pour garantir la baisse drastique des émissions de gaz à effet de serre !

Planification mondiale de la production d'énergie par les travailleurs !

Planification démocratique de la production et de la répartition !

Gouvernement des travailleurs !

Révolution socialiste mondiale !

27 juillet 2022

Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)

Vers une nouvelle crise économique mondiale ?

La crise économique de 2019-2020, qui a été précipitée par la pandémie mondiale de covid, a laissé place à une reprise globale en 2021. Mais le capitalisme mondial ralentit déjà. Tous les organismes internationaux (FMI, BM, OCDE...) revoient leurs prévisions économiques à la baisse.

La croissance devrait ralentir, passant de 6,1 % l'année dernière à 5,2 % en 2022, soit 0,4 point de pourcentage de moins que prévu en avril. (Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale, 26 juillet 2022)

La récession affecte déjà les Etats-Unis

La principale économie du monde vient d'entrer en récession si on suit la définition consensuelle internationale (« un recul du produit intérieur brut sur au moins deux trimestres consécutifs », INSEE) puisque le PIB états-unien a reculé sur deux trimestres successifs. La récession est niée par le président des États-Unis (Biden), par le président de la banque centrale américaine (Powell) et par une ribambelle d'économistes bourgeois. Ils arguent d'une part de l'incertitude de la mesure du PIB, d'autre part d'autres indices, plus réconfortants (taux du chômage à 3,5 %, etc.).

Déjà, la création d'emplois aux États-Unis ralentit depuis mars et le nombre de demandeurs d'emploi augmente depuis avril. De toute façon, la masse salariale ou le niveau de chômage ne sont pas des signes pertinents pour avertir d'une crise économique capitaliste car l'emploi est touché par les décisions des capitalistes de ne plus embaucher puis de licencier en masse après qu'ils constatent une baisse des ventes et des bénéfices. Ensuite, ils reportent leurs investissements.

Or, les bénéfices des sociétés américaines semblent baisser. Selon le dernier relevé du Bureau of Economic Analysis, ils auraient diminué de 4,9 % au premier trimestre 2022 par rapport au quatrième de 2021.

La croissance ralentit en Chine

Le PIB de la Chine a baissé de 2,2 % au second trimestre par rapport au premier. Sur l'année, la croissance ne serait que de 3,3 % en 2022 selon le FMI.

Au second trimestre, l'économie de la Chine n'a progressé que de 0,4 % depuis un an, la deuxième plus mauvaise performance en 30 ans avec la contraction au début de la pandémie. Le gouvernement vient de lever de sévères confinements à Shanghai et d'autres villes. Les banques sont sommées de soutenir les promoteurs immobiliers autant qu'elles peuvent alors qu'elles font face à un refus grandissant des paiements d'emprunts immobiliers des particuliers qui constatent le retard sur le calendrier des constructions. (The Economist, 25 juillet 2022)

Le pays souffre du changement climatique.

La bulle immobilière, ce phénomène typique du capitalisme, a éclaté en 2021. Il y a 30 millions d'appartements invendus, 130 millions laissés vides car achetés pour spéculer.

Depuis les difficultés du géant Evergrande, révélées en septembre 2021, des dizaines de promoteurs ont fait défaut sur leur dette... Lundi 11 juillet, la bourse de Hongkong a expulsé six promoteurs chinois, dont Shimao, Sunac, Kaisa et Evergrande, pour avoir manqué à leur obligation de publier leur bilan financier pour l'année 2021. (Le Monde, 20 juillet 2022)

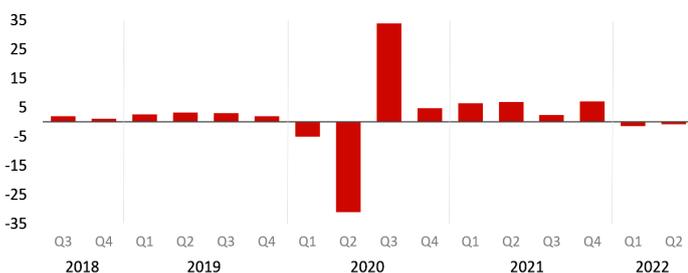
L'investissement des entreprises diminue, même si l'État dépense plus que jamais dans les infrastructures. L'inflation augmente (+2,5 % sur un an en juin). Le taux de chômage est de 5,5 % dans les villes et de 19,3 % pour les 16-24 ans.

Une crise de l'énergie menace l'Europe centrale et occidentale

La pénurie de gaz risque de précipiter la récession en Europe cet hiver.

Les consommateurs qui utilisent directement le gaz pour se chauffer et cuisiner, ou indirectement comme source d'électricité, ne se doutent guère de ce qui les attend. Pour l'instant, beaucoup sont protégés par des limitations du prix, des subventions et des contrats à long terme. Les entreprises qui en ont

VARIATION TRIMESTRIELLE DU PIB DES ETATS-UNIS



VARIATION TRIMESTRIELLE DU PIB DE LA CHINE



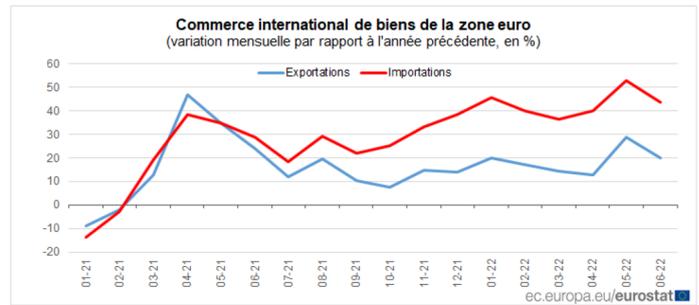
besoin comme l'industrie chimique et le verre sont en difficulté comme bien d'autres. La zone euro pourrait perdre 3,4 % de PIB et son inflation augmenter de 2,7 %. En Allemagne, ce pourrait être davantage. (The Economist, 16 juillet 2022)

La guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine pour l'annexer et les sanctions adoptées par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne pénalisent davantage l'Europe que l'Amérique du Nord.

En témoigne déjà la détérioration des échanges de biens de l'UE qui, traditionnellement excédentaires, sont devenus déficitaires.

Au cours des cinq premiers mois de 2022, les plus fortes hausses ont été enregistrées dans les importations d'énergie, ce qui a conduit à une augmentation significative du déficit commercial de l'UE dans le domaine de l'énergie : -254,5 milliards d'euros en janvier-mai 2022 contre -85,7 milliards d'euros en janvier-mai 2021. (Eurostat, Euroindicateurs, 15 juillet 2022)

Un autre symptôme de la vulnérabilité européenne est l'affaiblissement du taux de change de l'euro sur le marché des changes. Comme l'inflation (dépréciation interne) aux États-Unis est plus forte que celle des 19 États européens de la zone euro, le dollar aurait dû reculer face à l'euro et autres grandes devises (dépréciation externe). C'est l'inverse qui s'est produit, parce que l'éco-



nomie américaine est plus unifiée et plus sûre que l'Europe divisée et en guerre, et aussi parce que les taux d'intérêt y étaient plus élevés (la Fed ayant resserré sa politique monétaire avant la BCE).

La poussée mondiale de l'inflation

À la dépréciation permanente des monnaies, même celles des centres impérialistes à l'exception du Japon, s'ajoutent aujourd'hui d'autres problèmes engendrés par le capitalisme en déclin comme le réchauffement climatique et la guerre en Ukraine, si bien que les gouvernements et les banques centrales s'inquiètent pour leur capitalisme qui ne peut fonctionner sans une monnaie fiable, garantissant l'épargne.

Au contraire du dogme protectionniste et de l'illusion chauvine (répercutés dans le mouvement ouvrier français par LFI, le PCF, les appareils de la CGT et de FO) le surcroît d'inflation a surgi à cause d'un début de dislocation de l'économie capitaliste mondiale.

Les explications dominantes de l'inflation

Les économistes bourgeois expliquent l'inflation de deux manières opposées. Pour la thèse « monétariste », il s'agit d'une erreur de politique monétaire : trop de monnaie est émise par la banque centrale par rapport à la quantité de richesse produite. L'équilibre est rétabli par la hausse des prix. Pour échapper à l'inflation, il suffirait de restreindre l'offre de monnaie en augmentant les taux directeurs, ce qui est facilité par « l'indépendance » des banques centrales (envers les gouvernements et les parlements), et en limitant voire en interdisant les déficits budgétaires par des règles constitutionnelles.

Selon d'autres, l'inflation est causée par un excès de demande, en particulier par l'augmentation des salaires (par exemple, la « courbe de Philips » établirait que les prix montent quand le chômage baisse). Ainsi, un mandarin de l'université américaine de Harvard, économiste keynésien, membre du Parti démocrate, collaborateur des gouvernements Clinton et Obama, estimait récemment que l'essentiel de l'inflation (les deux-tiers qui était de 8,3 % à ce moment-là aux EU) était causé par les salaires, était imputable aux travailleurs.

Nous devrions penser en termes d'inflation des salaires ou des coûts de main-d'oeuvre comme une mesure du coeur de l'inflation sous-jacente. Il est difficile d'échapper à la conclusion qu'elle tourne à 5,5 % ou plus. (Lawrence Summers, Bloomberg Television, 29 avril 2022)

Quand l'inflation menace, il faudrait limiter l'indexation des salaires comme le gouvernement Craxi (PSI-PSDI-DC-PRI-PLI) en Italie en 1984 ou la supprimer comme le gouvernement Andreotti (DC-PSI-PSDI-PLI) avec le soutien des trois confédérations syndicales (dont la CGIL) en 1991, décréter la baisse de la majoration des heures supplémentaires comme en 1938 le gouvernement Daladier du Parti radical (auquel le PS-SFIO et le PCF avaient soumis le prolétariat) ou le blocage des salaires comme en 1971 le président américain Nixon (Parti républicain) et en 1982 le gouvernement Mitterrand-Mauroy (PS-PCF-MRG-MdD)...

Aucune des deux principales explications bourgeoises de l'inflation n'est vérifiée : par exemple, en 2008-2009, les injections massives de crédits publics n'ont pas conduit à un regain d'inflation dans les centres impérialistes, ils ont plutôt alimenté la spéculation sur les marchés financiers ; en 2021-2022, partout dans le monde, les salaires courent après les prix et non l'inverse.

Lorsque le prix du matériel électronique, de l'ameublement ou des loisirs augmentent, les travailleurs et leurs familles peuvent différer leurs achats. C'est beaucoup plus difficile en ce qui concerne l'alimentation, le chauffage et les transports, souvent essentiels pour gagner sa vie ou étudier.

Dans nombre de pays dominés, la situation est particulièrement critique, même si le prix du riz, heureusement, fait exception.

Avec les revendications démocratiques, la hausse des prix des denrées, notamment du blé, avait déjà contribué aux manifestations et aux émeutes en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest (Algérie et Tunisie en 2010, Égypte en 2011, etc.). S'y combine cette fois-ci la hausse des carburants. En juillet, des manifestations ont touché l'Ouganda, l'Irlande, l'Équateur et le Panama ; au Sri Lanka, la population affamée vient de chasser le pouvoir exécutif.

L'impuissance des politiques monétaires

En cas d'inflation, les gourous néoclassiques préconisent que les banques centrales limitent la croissance de la masse monétaire en cessant d'acheter des titres et en relevant le taux directeur. C'est ce que 80 % d'entre elles ont commencé à faire : Fed des États-Unis, BoE de Grande-Bretagne, SNB/BNS de Suisse, BoC/BdC du Canada, RBA d'Australie, RBI d'Inde...

Mais si une banque centrale remonte les taux directeurs dans une phase où les profits baissent, elle précipite la faillite des entreprises les moins rentables, nuit au marché immobilier, accroît la charge de la dette des États, perturbe le marché mondial des devises, pousse à la « fuite des capitaux »... au détriment du capitalisme mondial et surtout de ses maillons faibles. La Banque centrale européenne vient pourtant de sauter le pas, en augmentant de 0,5 point ses 3 taux directeurs (le plus important étant le taux des opérations principales de refinancement), ce qu'elle a différé longtemps en craignant de précipiter une récession et d'écarteler la zone euro.

Le Conseil des gouverneurs a décidé de relever les trois taux d'intérêt directeurs de la BCE de 50 points de base. (BCE, Communiqué de presse, 21 juillet 2022)

Pour la revue économique du PCF, c'est une grave erreur.

La BCE prend une double décision de hausse des taux et de diminution des rachats de dette publique qui va faire très mal. (Frédéric Boccara, Yves Dimicoli, Denis Durand, *Économie & politique*, 29 mai 2022)

Pourtant, le capitalisme a besoin d'un équivalent général. Aucune banque centrale ne peut laisser, sans rien tenter, sa monnaie se déprécier au-delà d'un certain

seuil, appréhendé de manière interne par l'inflation et externe par le taux de change.

Le rapport entre les différentes monnaies nationales doit être réglé de façon à ce que les échanges commerciaux internationaux ne soient pas perturbés par des causes monétaires. (Suzanne de Brunhoff, *La Politique monétaire*, PUF, 1973, p. 129)

À la suite des charlatans keynésiens, le PCF et LFI soutiennent qu'un État bourgeois isolé peut éviter les crises mondiales. Ce ne serait qu'un problème de gouvernement. En particulier, la banque centrale peut y contribuer en prêtant à l'État pour compenser son déficit budgétaire, en baissant le taux auquel elle prête aux banques ordinaires et en pénalisant par un taux négatif leurs dépôts à la banque centrale. La politique monétaire permissive reste celle d'une minorité de banques centrales : CBR de Russie, BoJ du Japon, BCT de Turquie, PBoC de Chine... Mais ce sera toujours insuffisant pour assurer « la croissance », sans parler du « plein emploi ».

L'impuissance des taux d'intérêt négatifs a encouragé les banques centrales à adopter des politiques non conventionnelles comme la détente quantitative. (*The Economist*, 23 juillet 2022)

Aux interventions keynésiennes ordinaires sur le marché monétaire (pour stimuler le crédit à très court terme et à court terme), il a fallu ajouter le rachat « non conventionnel » de titres sur les marchés financiers (pour stimuler le crédit à moyen terme et à long terme) inauguré par la BoJ en 2001, sans plus de succès.

Aucune politique monétaire ne cause (ni n'empêche) les crises récurrentes du capitalisme. Un État bourgeois ne décide pas de l'accumulation du capital, des investissements et des embauches des entreprises capitalistes. Les décisions des patrons sont avant tout guidées par leur chiffre d'affaires, leur carnet de commandes, leurs bénéfices, beaucoup plus que par le taux d'intérêt. En effet, l'activité capitaliste repose sur la production de valeur pour plus de valeur (la survaleur provenant de l'exploitation de la classe ouvrière) et donc sur le taux de profit.

Tout au plus, une politique monétaire accommodante limite les faillites en temps de récession. Mais restreindre l'ampleur de la destruction du capital entrave la reprise économique et rapproche l'échéance d'une nouvelle crise. Une nouvelle crise est inévitable, quelle que soit la politique monétaire poursuivie.

Les signaux avant-coureurs se multiplient, sans qu'il soit possible de déterminer précisément à quelle échéance et sous quelle forme elle se produira.

Les travailleurs doivent s'y préparer, contre toutes les fractions de la bourgeoisie mondiale, tous leurs partis politiques, tous leurs économistes, pour leur arracher les moyens de production, le pouvoir politique et permettre à la société de planifier son activité à l'échelle mondiale.

Sri Lanka Pour que le mouvement révolutionnaire l'emporte

Le 9 mai, Mahinda Rajapaksa, le premier ministre du Sri Lanka démissionne. Le 9 juillet, une insurrection populaire renverse son frère, le président Gotabaya Rajapaksa.

Un État dominé, déchiré et instable

Le Sri Lanka, petit pays peuplé de 23 millions d'habitants, indépendant depuis 1948, est un concentré de toutes les contradictions du capital à l'époque de l'impérialisme.

Contraint d'accorder l'indépendance à son ancien empire des Indes, l'État britannique le démembré sciemment en 1947. Il s'appuie sur la complicité de cliques de capitalistes et de propriétaires fonciers locaux impatientes de fonder un État à eux. Elles jouent souvent la religion, que ce soit pour tenter l'hégémonie (Inde) ou pour justifier la séparation (Pakistan, Ceylan-Sri Lanka). Par conséquent, les structures sociales précapitalistes (dont les castes en Inde) sont maintenues et chaque nouvel État bourgeois s'est trouvé oppresseur de minorités ethniques ou religieuses en son sein [voir *Révolution communiste* n° 38]. Chacun est plus vulnérable face aux puissances étrangères, surtout les plus petits [voir *Révolution communiste* n° 3].

Ainsi, l'État bourgeois de Ceylan-Sri Lanka naît en 1948, quand le parlement croupion refuse de rejoindre l'Inde, en prétextant de sa majorité bouddhiste. L'économie est alors axée sur l'exportation de thé cultivé par des ouvriers agricoles d'origine indienne, les Tamouls. Le régime fondé est parlementariste (avec une seule chambre) mais deviendra présidentieliste en 1978. Les deux principaux partis bourgeois, le Parti national uni (UNP) et le Parti de la liberté du Sri Lanka (SLFP) alternent au pouvoir au gré des élections. Tous les deux sont à base cinghalaise (70 % de la population) et bouddhiste (70 %, les deux se recourent sans s'identifier totalement). L'UNP et le SLFP discriminent la minorité tamoule (18 % de la population), les hindouistes (15 %), les chrétiens (8 %) et les musulmans (7 %).

Mais la classe ouvrière ne peut alors tracer une voie contre la bourgeoisie et en défense des Tamouls car ses partis la trahissent. Au nom du réalisme, le parti réformiste issu des syndicats d'ouvriers agricoles tamouls CDC soutient le SLFP en 1960. Au nom du front uni antiimpérialiste, le parti stalinien lié à la bureaucratie du Kremlin (CPSL) et l'ancienne section de la 4^e Internationale (LSSP) entrent en 1963 dans un gouvernement de front populaire dirigé par le SLFP. En 1965, le CDC se rallie à l'UNP. En 2004, le mouvement stalinien et cingalais chauvin de guérilla (JVP) se rallie au bloc du SLFP. En 2020, le NSSP, la section de la « 4^e Internationale » parliste (NPA en France) se range dans la coalition de l'UNP.

La montée du militarisme et du cléricisme

Le résultat est qu'une partie de la population tamoule se range derrière le mouvement nationaliste parlementaire (TNA) ou armé (LTTE), tous deux incapables de s'adresser aux travailleurs cinghalais. De 1983 à 2009, le pays est ravagé par la guerre civile qui s'achève par l'écrasement sanglant de la guérilla des LTTE. L'armée en sort considérablement renforcée. Elle accapare aujourd'hui 12 % des dépenses publiques (contre 8 % pour l'éducation et 10 % pour la santé).

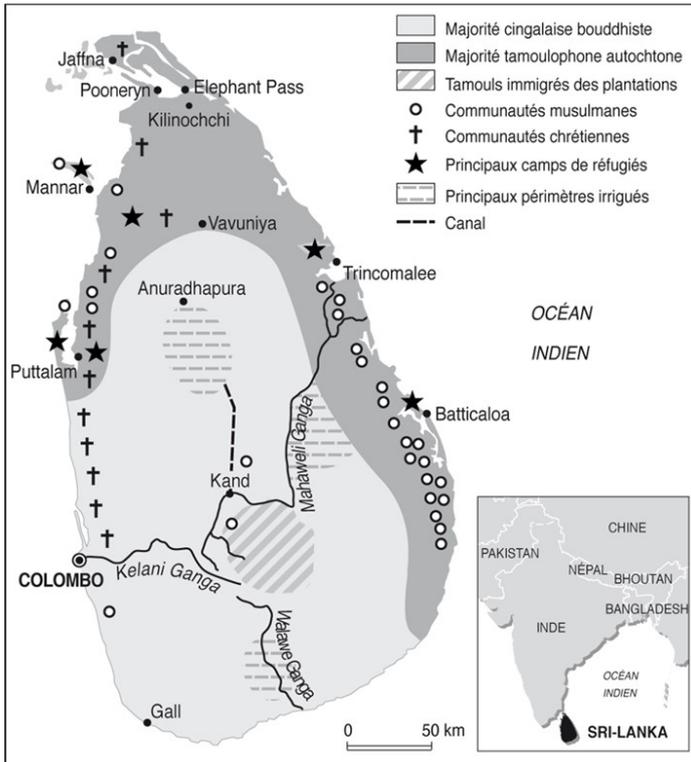
Les frères Rajapaksa, deux personnages du SLFP –un ministre de la défense, l'autre premier ministre dans les gouvernements de guerre civile- créent en 2018 leur propre parti, le SLP qui est encore plus cléricisme et plus cingalais chauvin. La coalition front populaire menée par les partis bourgeois SLPP et SLFP (avec la participation des deux partis ouvriers traditionnels CPSL et LSSP) triomphe à l'élection présidentielle de 2019 et aux élections législatives de 2020. L'un des frères devient président et l'autre redevient premier ministre.

Une partie du clergé bouddhiste lance en 2004 un parti cléricisme et antimusulman, le JHP qui reprend à sa façon l'idéologie du « grand remplacement ». Le JHP soutient le SLPP avant de se ranger derrière l'UNP en 2015 et d'obtenir 3 sièges au parlement. Entretemps, en 2012, une aile fasciste, le BBS, en sort. Les nervis du BBS attaquent les mosquées et les lieux de culte chrétiens, massacrent des musulmans.

De la dépendance à la famine

Depuis, le pays s'est intégré au capitalisme global. Les divers gouvernements bourgeois qui se sont succédé à la tête du pays ont instauré des zones économiques spéciales (ZES). Leurs usines textiles sont directement reliées au marché mondial et les différents impérialismes y opérant à travers leurs entreprises en tirent d'importants dividendes au détriment des salariés de l'île. De





fait, ce sont de véritables plaques tournantes du capitalisme dans le sud-est asiatique. Pour faciliter les échanges de marchandises, le pays, singulièrement depuis le tsunami de 2004, s'est couvert de ports, d'aéroports, de lignes de chemin de fer. Ces infrastructures ont facilité, entre autres, les exportations chinoises dans le cadre du programme dit des routes de la soie. Selon l'agence Reuters, la Chine détient à elle seule 19 % de la dette du Sri Lanka. Le pays est devenu un enjeu important de l'affrontement entre l'impérialisme chinois et l'impérialisme indien. Mais le pays est aussi l'enjeu de rivalités entre les impérialismes russe, japonais, américain, australien et britannique.

Enfin, une importante diaspora de travailleurs sri-lankais est exploitée dans la marine marchande internationale et les économies des pays du Golfe persique.

Le tourisme s'effondre en 2019 à cause d'attentats islamistes (contre 3 hôtels et 3 églises chrétiennes, causant 258 morts) et de la pandémie de covid. La dette extérieure qui s'élève à 51 milliards de dollars entraîne un défaut de paiement du pays début 2022. De fait, l'inflation galopante (le mois dernier, l'inflation annualisée a atteint 54,6 % et les prix alimentaires ont grimpé de 80,1 %) et un chômage de masse paupérisent des millions de travailleurs urbains et de paysans.

Le conflit russo-ukrainien aggrave les difficultés d'approvisionnement en aliments, carburants, médicaments. Faute d'engrais et à cause d'une reconversion des cultures en production bio non maîtrisée, l'agriculture s'effondre. Plus de 6 millions de personnes ne savent pas d'où viendra le prochain repas. Par conséquent, le Sri

Lanka est le lieu depuis le début de l'année d'un très important mouvement des masses.

Les masses s'emparent du palais présidentiel

En mars, des milliers de travailleurs et d'étudiants manifestent dans tout le pays et occupent le jardin public Galle Face, au centre de Colombo. La mobilisation des masses va crescendo, marquée par les puissantes journées de grève des 28 avril et du 6 mai convoquées par les syndicats du Trade Union Coordination Center (TUCC). Les bureaucrates syndicaux limitent leurs exigences à des augmentations de salaires et des baisses des prix des produits de première nécessité. Le 5 mai, des étudiants manifestent contre le Parlement.

Le 9 mai, le SLPP attaque les manifestants. Le même jour, le premier ministre démissionne. Le 9 juillet, aux cris de « Gota go home » -Rajapakse démission- mais aussi « 225 go home » -le nombre de députés du Parlement- prennent d'assaut le palais présidentiel à Colombo alors que le président corrompu fuit en catastrophe, protégé par l'armée qui lui fournit un avion.

Ce soulèvement ne semble pas le fait des directions actuelles de la classe ouvrière, mais ses animateurs se concertent avec « des partis politiques et des syndicats » (*Le Monde*, 16 juillet). À l'étape actuelle, des organes de lutte démocratiques n'émergent pas, à l'exception d'une coordination étudiante. Cette première victoire des masses ne règle en rien la situation car, en l'absence de soviets et d'un parti ouvrier révolutionnaire, il sera plus difficile de déjouer les manœuvres de la classe dominante et d'avancer vers la prise du pouvoir des travailleurs.

La bourgeoisie tente de se rétablir

Ce mouvement *Aragalaya* en cinghalais est un événement d'une portée mondiale. Après avoir encaissé le choc de la prise du palais, le personnel politique de la bourgeoisie et l'appareil d'État bourgeois, dont l'état-major, tentent de reprendre l'initiative. Le 20 juillet, l'Assemblée nationale, par 134 voix sur 225 députés, désigne comme président par intérim le premier ministre sortant Ranil Wickremesinghe (de l'UNP, le plus vieux parti bourgeois qui n'avait pas obtenu de député en 2020). Wickremesinghe a le soutien du SLPP, majoritaire au parlement, du TMTK (une dissidence du TNA tamoul) et du CDC. Un dissident du SLPP obtient 82 votes et le candidat du JVP 5.

Wickremesinghe avait déjà traité les manifestants de « fascistes ». Aussitôt désigné président, il déclare : « renverser le gouvernement et s'emparer pour cela de bâtiments publics ce n'est pas démocratique, c'est illégal ». Il proclame l'état d'urgence et charge l'armée de la répression. Elle évacue la place de Galle Face Green, haut lieu de la contestation politique depuis plus de trois mois. Le nouveau gouvernement lance des man-

datés d'arrêt contre les animateurs du soulèvement populaire. Le 27 juillet, le Parlement ratifie l'état d'urgence par 120 pour et 60 contre.

Les États impérialistes sont inquiets

Au plan international, et relayant la solution d'Union nationale, les différents impérialismes opérant dans ce pays, mais aussi l'ONU ont exprimé leur « inquiétude ». Ils conditionnent leurs éventuelles aides économiques à un retour à la « normale » au Sri Lanka. Le FMI insiste au nom du capital financier international et des créanciers du pays sur des mesures drastiques qui ne feront qu'aggraver les souffrances des travailleurs dans des conditions où la famine se généralise, le système de santé est au bord de l'effondrement et ceux qui ont un emploi ne peuvent se rendre au travail faute de carburant.

Mais tous les partis parlementaires, y compris le JVP, déclarent qu'il n'y a pas d'autre alternative que d'aller mendier auprès du FMI et de mettre en oeuvre son programme. Aux tenants de la solution d'union nationale, de nouvelles élections ou de l'assemblée constituante, il faut opposer le combat pour la démocratie des conseils, pour remplacer l'État bourgeois et non pour le replâtrer.

Perspectives pour la victoire des travailleurs

La tâche est d'exiger la rupture immédiate de toutes les organisations ouvrières avec la bourgeoisie, avec tous ses partis, avec son régime (pas de transition organisée par la bourgeoisie libérale avec l'armée comme au Soudan !). Il faut l'auto-organisation des ouvriers, des employés, des étudiants, des paysans pauvres, des femmes, des Tamouls, des minorités religieuses indouistes, musulmanes et chrétiennes. Il faut la représentation des masses en lutte, il faut éviter le replâtrage de l'État bourgeois, comme au Soudan, en Tunisie, au Chili, via une « assemblée constituante souveraine » ou un « gouvernement d'union nationale ». Pour que soient satisfaites les revendications démocratiques et sociales urgentes, le pouvoir doit revenir à la majorité des producteurs, pas à la minorité des exploités. Pour que le futur gouvernement des travailleurs puisse survivre, il faudra que la révolution s'étende aux pays voisins, en particulier à l'Inde.

À bas le président Wickremesinghe !

Aucun dialogue avec le gouvernement bourgeois ! Rupture immédiate des dirigeants des partis et syndicats se réclamant des travailleurs avec ce gouvernement et les diverses forces bourgeoises !

Pas une seule roupie srilankaise aux créanciers du Sri Lanka ! Annulation immédiate des remboursements de la dette ! Dehors le FMI ! Dehors les impérialistes indiens, chinois, russes, anglais, japonais, américains, etc. !

Libération de tous les prisonniers politiques ! Aucune poursuite contre les manifestants ! Droit de se réunir, de s'organiser ! Liberté de la presse et de tous les médias !

Comités d'action dans les entreprises, les facultés, les villes, les quartiers ! Élection des délégués et centralisation de ces comités en un comité central de la lutte ! Services d'ordre et auto-défense des manifestations et des grèves !

Abolition de la présidence de la république ! Dissolution des corps de répression (armée professionnelle, police, milices des partis bourgeois, services secrets) par les travailleurs armés !

Laïcité de l'État ! Égalité pour les femmes ! Égalité entre Cinghalais et Tamouls, égalité entre des deux langues, droit pour les Tamouls de se séparer ! Respect des minorités religieuses ! Autodéfense des minorités religieuses contre les bouddhistes-fascistes !

Soins gratuits et de qualité ! Des emplois et des logements pour tous ! Expropriation des grandes entreprises privées !

Aide aux paysans avec des engrais efficaces pour relancer la production agricole vivrière ! Augmentation massive des revenus de la paysannerie ! Organisation de l'approvisionnement en nourriture des grandes villes !

Augmentation massive et immédiate des salaires des travailleurs ! Baisse des prix de la nourriture ! Indexation des salaires sur l'inflation !

Gouvernement ouvrier et paysan ! Fédération socialiste du sous-continent indien !

28 juillet 2022



Pérou Pedro Castillo à la tête d'un gouvernement de collaboration de classe



Au Pérou, les élections générales (présidentielle et législatives) se tiennent tous les 5 ans. Lors des dernières, en juin 2021, Pedro Castillo, un instituteur présenté par Pérou libre (PL) et soutenu par deux blocs « éco-socialistes », est élu président après trente ans de présidents combinant répression et corruption.

En Amérique latine, il n'est pas seul à mettre en place un gouvernement front populiste, mêlant organisations ouvrières avec personnalités ou partis bourgeois : en décembre 2021, au Chili, Gabriel Boric, met en place un gouvernement avec le PCCh, le PS et des partis bourgeois (FRVS, PL, PR, PPS) ; en août 2022, en Colombie, Gustavo Petro, un ancien guérillero du M-19, forme un gouvernement associant PCC, UP, SPS, PDA à des partis bourgeois (PL, PSUN, PC, AV, CTF).

Au Brésil, Lula courtise l'armée et mène campagne pour un gouvernement d'alliance du Parti des travailleurs avec la bourgeoisie, y compris avec les soutiens d'hier de Bolsonaro.

Les élections générales après la pandémie

Les élections ont lieu les 11 avril et 6 juin 2021 afin d'élire pour cinq ans le président de la République ainsi que les 130 députés du Congrès de la République du Pérou.

Le pays est le plus endeuillé proportionnellement par l'épidémie de covid, avec plus de 6 000 décès par million d'habitants.

Alors que le secteur informel est majoritaire au sein de la population (69,5 % pour les hommes, 71,5 % pour les femmes en 2019, selon le ministère du Travail et de la promotion de l'emploi) nombreux sont les Péruviens qui se retrouvent sans ressource suite à la perte de leur emploi ou au décès du seul salarié du foyer. La pandémie a mis en exergue l'état du système de santé, les inégalités d'accès aux soins entre la ville et la campagne, se traduisant par un écart d'espérance de vie, 79 ans pour les premiers contre 61 pour les seconds. Le mécanisme de sécurité sociale, Essalud, ne concerne que les travailleurs sous contrat et le Seguro integral de salud (SIS) couvrant tout ou partie des frais de santé des plus pauvres est inutile quand l'hôpital est absent du territoire.

Promesses électorales et cléricalisme affiché de Castillo

Un instituteur métis de Puña, Pedro Castillo se présente à la présidentielle. Il est connu pour avoir mené la grève partiellement victorieuse des enseignants en 2017 contre la contractualisation de l'enseignement, mobilisation durant laquelle le Syndicat unitaire des travailleurs de l'éducation du Pérou (SUTEP dirigé par le Parti communiste du Pérou-Patrie rouge, un parti stalino-maoïste) a été débordé. D'abord engagé dans le parti bourgeois Pérou possible de l'ancien président Toledo, il est investi en 2021 par Pérou libre (PL, ex-Pérou libertaire). PL se réclame de José Carlos Mariátegui (1894-1930) comme tout le mouvement ouvrier (Parti communiste péruvien, Parti communiste du Pérou-Patrie rouge, Sentier lumineux, MRTA...).

Castillo bénéficie de la succession des affaires de corruption dans lesquelles sont englués les partis bourgeois traditionnels, ainsi que du soutien des populations rurales, notamment grâce à son passé dans le syndicalisme enseignant et les patrouilles d'autodéfense paysannes (rondas campesinas).

Durant sa campagne menée sous le slogan « plus jamais de pauvres dans un pays riche », Castillo promet des nationalisations d'entreprises stratégiques, notamment minières, des investissements dans la santé et l'éducation, une nouvelle réforme agraire et la convocation d'une assemblée constituante. Son programme minimum est plus ambitieux sur le plan économique que ce que proposait la coalition Ensemble pour le Pérou (JP). Le bigot est nettement plus réactionnaire sur les questions sociétales : il récusé le droit à l'IVG et le mariage des homosexuels, se prononce pour la réintroduction de la peine de mort et prône l'expulsion des immigrés.

Castillo élu de justesse au second tour

Bien que le patronat, ses représentations politiques et sa presse mènent campagne contre ce candidat si éloigné de la caste dirigeante habituelle (riche, blanche, citadine), Castillo gagne le second tour le 6 juin 2021. Il devance Keiko Fujimori d'une courte tête (un peu plus de 40 000 voix d'écart sur un peu moins de 18 000 000 d'exprimés). Il bénéficie au second tour du report de voix de deux coalitions « éco-socialistes » : Ensemble pour le Pérou (JP), comprenant le Parti humaniste (PHP), le PCP, le PCP-PR, etc. ; Front large (FA), composé de Terre et liberté, Monde vert, UNIOS affiliée à l'UIT-QI « trotskyste »...

Mais le président nouvellement élu ne jouit pas d'une majorité au congrès : PL ne compte que 37 députés et JP 3 sur un total de 130 sièges. Les partis bourgeois (APP, AP, PD-SP, PP et PM) sont largement majoritaires.



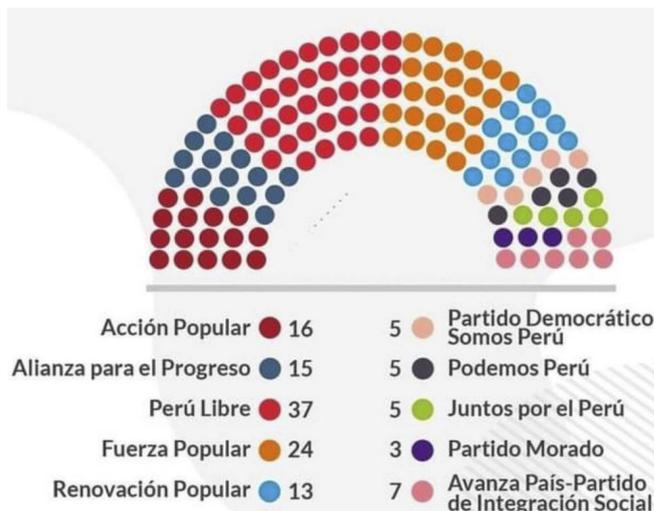
CASTILLO AU CONGRÈS LORS DE L'INVESTITURE, 28 JUILLET 2021

Un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie

Fujimori fille, en lien avec Montesinos, essaie de contester les résultats du scrutin, mais la grande bourgeoisie n'est pas encline à soutenir un nouveau coup hasardeux pour démettre un président qui ne remet pas en question sa domination.

La période qui suit l'élection de Castillo voit se multiplier les agressions contre les enseignants et les paysans pauvres. Des officiers brandissent la menace d'un coup d'État. Ils sont encouragés par le succès du parti fascisant Rénovation populaire (RP) qui entre au Congrès avec 13 élus.

Au grand dam des organisations réformistes et centristes qui répandent des illusions sur Castillo, celui-ci ne peut pas améliorer un tant soit peu les conditions de vie de la classe ouvrière et des populations pauvres du



LE CONGRÈS À L'ISSUE DES LÉGISLATIVES DE 2021

pays car il faudrait s'en prendre aux exploitateurs. Ce que le président n'a aucune intention de faire.

Je jure devant Dieu... Le pays a besoin de tous. Je convoque tous les Péruviens et toutes les Péruviennes sans aucune distinction sur le chemin de la reconstruction de l'unité nationale. (Pedro Castillo, Serment, 28 juillet 2021)

Soucieux de rassurer le patronat péruvien et les investisseurs étrangers, Castillo forme un gouvernement front populiste comprenant comme ministre de l'Économie Francke, un ancien de la Banque mondiale qui occupa de hautes fonctions sous Toledo et Humala. Le ministre annonce d'emblée :

Il n'y aura pas d'expropriations, il n'y aura pas de nationalisations, nous ne confisquerons les biens et

Les illusions cent fois répétées des réformistes

Le PCF dit, malgré l'expérience historique, que des élections peuvent changer le sort des travailleurs.

Le PCF salue chaleureusement Pedro Castillo pour son élection à la présidence de la République, et l'ensemble du peuple péruvien qui vient d'exprimer librement sa volonté souveraine. Nous réaffirmons notre solidarité avec l'ensemble des forces de gauche et de progrès, qui ont su s'unir pour permettre cette victoire. (PCF, Communiqué, 11 juin 2021)

De même LFI. Son chef suprême avait pour modèle le bonapartisme du colonel Chavez. Il affecte d'oublier qu'il s'associait il y a peu à Syriza et à Podemos. Aujourd'hui, le fondateur de la NUPES éprouve beaucoup de sympathie pour les fronts populaires qui sèment les illusions et préparent les défaites en Amérique latine.

Désormais, l'ensemble des pays qui composent le parlement andin (Chili, Bolivie, Pérou, Colombie) seront gouvernés par la gauche. En octobre prochain, des élections présidentielles auront lieu au Brésil. Lula peut les gagner. Si c'est le cas, notre famille politique aura réussi en 4 petites années à renverser complètement la situation sur l'ensemble du continent sud-américain. (Jean-Luc Mélenchon, 13 juillet 2022)

L'organe d'une prétendue 4^e Internationale (celle représentée en France par les directions du NPA et d'Ensemble) s'enthousiasme aussi pour « la fin du cycle politique néolibéral et l'ouverture d'un nouveau cycle favorable aux majorités » (*Inprecor*, juillet 2021). L'auteure, Anahi Durand-Guevara (Perú Libre), poursuit en expliquant que « la gauche » doit tendre la main à des partis bourgeois qu'elle appelle « le centre ».

Cela implique le renforcement d'un premier cercle socio-politique de la gauche et des progressistes, ouvert au centre, ce qui aidera aussi à changer la corrélation des forces adverses au Congrès. (Inprecor, juillet 2021)

Son avis est suivi par le président Castillo qui la récompensera en la nommant ministre.

les économies de personne. (Pedro Francke, *Canal N*, 10 juin 2021)

Castillo ménage l'armée bourgeoise. 19 jours à peine après sa nomination, le ministre des Affaires étrangères Héctor Béjar, ancien guérillero (ELN stalino-castriste) dans les années 1960, est contraint à la démission suite à des propos sur le rôle de la marine dans le terrorisme d'État des années 1970. Le 27 août, le Congrès approuve le gouvernement Castillo-Bellido. Mais il obtient la démission du Premier ministre Guido Bellido (PL) le 7 octobre 2021. Castillo le remplace par Mirtha Vasquez (FA).

Ce mois-là, des minorités amérindiennes se mobilisent à Ancash et Loreto contre les compagnies minières et pétrolières.

Castillo échappe à deux tentatives de destitution par le Congrès en décembre 2021 et en mars 2022. Sous la pression, il remanie à plusieurs reprises son gouvernement : PL et la coalition JP y perdent petit à petit en influence, la coalition FA en est totalement écartée à partir de février 2022.

2022 : Castillo ne satisfait aucune classe

La croissance ralentit. Officiellement, l'inflation est sur un an de 9,28 % (INEI, juillet 2022).

Le 31 janvier 2022, la Première ministre démissionne sous la pression du Congrès. Le président la remplace par Aníbal Torres (lié autrefois au parti bourgeois AP).

Fin mars 2022, la hausse des prix, principalement du carburant, des engrais et de l'alimentation, embrase le pays, avec l'appui de la confédération patronale Union des corporations du Pérou (UGP) et de l'Union des corporations de transport multimodal du Pérou (UGTRANM). La population laborieuse manifeste en nombre. Geovani Diez Villegas (UGTRANM) appelle à paralyser le pays le 4 avril en bloquant les routes. Sur la lancée, le 5 avril, des émeutiers attaquent le siège du Congrès. Ce jour-là, le

gouvernement décrète l'état d'urgence pour un mois, l'armée est appelée à épauler la police, on dénombre au moins six morts. La contestation explose aussi dans les villes, notamment dans la région de Cuzco où la Fédération agraire révolutionnaire Tupac Amaru de Cusco (FARTAC) mobilise la population.

Les principales bureaucraties syndicales à la tête de la CGTP (Confédération générale des travailleurs du Pérou) et la CUT (Centrale unitaire des travailleurs du Pérou) appellent à une journée d'action, le 7 avril. Les bureaucrates syndicaux, sous prétexte de résister à la pression du Congrès soutient toujours Castillo et veulent enfermer les masses dans le front populisme.

Monsieur le Président, la solution n'est pas de réprimer le peuple qui a voté pour vous et qui exige dans la rue l'application de vos promesses électorales, mais de satisfaire ses demandes et de réaliser effectivement et fermement les changements structurels pour lesquels nous vous avons soutenu. (CGTP, 4 avril 2022)

Devant l'ampleur des manifestations, le président annonce une baisse de la TVA sur l'alimentation de base et une hausse de 10 % du salaire minimum, une mesure bien dérisoire car n'impactant que les travailleurs hors du secteur informel.

Pour la rupture avec la bourgeoisie, pour le socialisme

Les travailleuses et travailleurs conscients doivent se regrouper pour diriger la lutte contre l'inflation, la domination étrangère, le manque de services sociaux, l'exploitation. Pour ne pas laisser les mains libres aux démagogues bourgeois qui manoeuvrent, ils doivent construire un parti à eux, un parti ouvrier révolutionnaire qui, sur la base de l'expérience péruvienne, continentale et mondiale, permettra à la classe ouvrière de rompre avec la bourgeoisie, de se défendre résolument, de prendre la tête de tous les opprimés et exploités, d'ouvrir la voie de la révolution socialiste.

Gel des prix du carburant, du gaz et de la nourriture. Augmentation et indexation des salaires et des pensions sur la hausse de prix.

Soutien aux paysans travailleurs avec des engrais, une assistance technique et l'achat de leurs produits à des prix suffisants.

Départ de l'Organisation des États américains sous la coupe de Washington. Répudiation de la dette extérieure. Rupture avec le FMI, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, et l'OMC.

Fin des concessions aux entreprises impérialistes, expropriation de leurs filiales. Nationalisation, sans indemnité et sous contrôle des travailleurs, des entreprises privatisées. Expropriation des grandes propriétés agricoles, des banques et des grandes entreprises sous contrôle des travailleurs urbains et ruraux.



CAHIER RÉVOLUTIONCOMMUNISTE N° 5, 3,

14, 20
CHAQUE BROCHURE 3 EUROS AUPRÈS DES MILITANTS, 4 EUROS PAR LA POSTE,
ADRESSE P. 27

Contrats à durée indéterminée pour tous les salariés précaires. Embauche de tous les licenciés. Suppression des entreprises de travail temporaires. Baisse du temps de travail.

Assurance sociale complète et universelle. Élimination des caisses privées AFP. Soins et éducation complètement publics, gratuits et de qualité, sous contrôle des organisations populaires. Enseignement gratuit pour les enfants des travailleurs.

Plan de construction à grande échelle et logement de qualité et bon marché pour tous. Développement des transports collectifs à prix modique avec gratuité dans les villes. Électricité, eau, téléphone et tous les services publics à bas prix, sous contrôle ouvrier et populaire.

Élimination de l'armée de métier et de la police. Fin du

gaspillage colossal en armements.

Fin des subventions à l'Église catholique. Séparation complète de l'État et de toutes les religions.

Rupture de la CGTP, de la CUT avec le gouvernement.

Démocratisation des syndicats, leur unification, le retour à la lutte de classe.

Piquets d'auto-défense des masses, les milices ouvrières et paysannes. Libération inconditionnelle de tous les militants ouvriers emprisonnés.

Organes démocratiques de lutte partout, centralisés dans une Assemblée populaire aux délégués révocables qui postule au pouvoir. Gouvernement ouvrier et paysan. Fédération socialiste d'Amérique.

8 aout 2022

Une assemblée constituante pour replâtrer l'État bourgeois ?

Unios et le Courant socialiste des travailleurs (CST), lié au PTS argentin et au CCR-RP français, ont en commun la perspective d'une « assemblée constituante libre et

Crisis política. Por una Asamblea Nacional Obrera y Popular para impulsar un plan de emergencia y pelear por Una Asamblea Constituyente Libre y Soberana 

souveraine » (*Unios Perú y la crisis del gobierno de Castillo*, Unios, 9 février 2022 ; *Por una Asamblea Nacional Obrera y Popular para impulsar un plan de emergencia y pelear por una Asamblea Constituyente Libre y Soberana*, CST, 28 avril 2022). Ainsi, sur l'essentiel, ces « trotskystes » s'alignent sur les partis réformistes issus du stalinisme (*Partido comunista peruano demanda Asamblea Constituyente*, PCP, 6 octobre 2021 ; *36 Propuestas y medidas urgentes para enfrentar la crisis*, PCP-PR, 13 mai 2022).

Tout en se réclamant -vaguement- de feu la 4^e Internationale, Unios et l'UIT-QI, la CST et la FT-QI sont les héritières des révisionnistes Pablo, Mandel, Posadas, Frank, Maitan, Hansen et Moreno qui l'ont détruite de fond en comble de 1949 à 1964. La 4^e Internationale du vivant de Trotsky ne défendait le mot d'ordre « assemblée nationale » ou « assemblée constituante » que dans des pays où le prolétariat et la petite-bourgeoisie n'avaient ni suffrage universel, ni partis, ni élections, ni parlement élu sur cette base. Elle n'envisageait donc que deux possibilités : 1/ un pays impérialiste à régime totalitaire, comme l'Italie ou l'Allemagne à l'époque (*L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale*, 1938, GMI, p. 35) ; 2/ une colonie, comme l'Inde, ou une semi-colonie, comme la Chine de ce temps-là (p. 31).

Dans des États comme l'Argentine, la Tunisie, le Chili ou le Pérou contemporains, sans parler de la France, ce slogan démocratique est caduc, dépassé. Il ne peut servir qu'à égarer les travailleurs, à préserver le pouvoir de la classe dominante et renforcer l'État bourgeois.

Que gagne-t-on par ce lâche détour de l'assemblée nationale ? On renforce la position de la bourgeoisie, on affaiblit le prolétariat, on le plonge dans la confusion par des illusions vides de contenu, on gaspille du temps et des forces en discussions entre le loup et l'agneau, en un mot, on fait le jeu de tous ces éléments dont le but est de frustrer la révolution prolétarienne de ses objectifs socialistes, d'en faire, en l'émasculant, une révolution démocratique bourgeoise. (Rosa Luxemburg, « L'Assemblée nationale », *Die Rote Fahne*, 20 novembre 1918)

L'assemblée constituante a servi à bloquer la révolution prolétarienne en Allemagne en 1918, en France en 1945, en Italie en 1946, au Portugal en 1974-1975, en Iran en 1979, en Tunisie en 2010-2011, en Égypte en 2011-2012, au Chili en 2019-2020... Dans un tel cas, la 4^e Internationale parlait de « noeud coulant au cou du prolétariat » (*L'Agonie du capitalisme et les tâches de la QI*, 1938, GMI, p. 35). Inutile de dire qu'elle est adoptée aujourd'hui par tous les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, comme le PS et le PCC au Chili, le PCF et LFI en France...

La preuve que, au Pérou, la constituante est une solution bourgeoise est que les réformistes (PCP, PCP-PR) et les centristes (Unios, CST) « oublient » l'armement des travailleurs qui est la seule garantie d'une véritable démocratie. Récemment, Cristian Castillo, un dirigeant éminent du PTS argentin (le parti fondateur de la FT-QI) s'est prononcé à la télévision contre le droit de s'armer (« A dos voces », *TN*, 2 juin 2022, disponible sur *Youtube*).

Maroc La mobilisation des enseignant(e)s contractuel(le)s



Pour obtenir le statut de fonctionnaire

Depuis 2016, les gouvernements successifs ont embauché des dizaines de milliers d'enseignants sur la base de contrats à durée déterminée (CDD), profitant de la pression exercée sur toute la jeunesse par un chômage élevé qui touche 50 % des 15-24 ans, 20 % des diplômés.

Mal payés, précarisés, ces enseignants ont entamé en 2017 un mouvement de grèves et de manifestations qui a revêtu un caractère national en 2019 : des dizaines de milliers de contractuels ont manifesté à Rabat les 23 et 24 mars, exigeant leur rattachement à la fonction publique d'État. S'appuyant d'abord sur leurs syndicats (FNE, Fédération nationale de l'enseignement et SNE, Syndicat national de l'enseignement), ils se sont ensuite dotés d'une coordination nationale (CNPCC) qui depuis lors est la direction de leur lutte.

Régulièrement, leurs manifestations, totalement pacifiques, sont réprimées par la police.

Hier, plusieurs milliers de contractuels de l'enseignement, hommes et femmes, pour la plupart âgés de 20 à 50 ans, se sont rassemblés à Rabat. Les forces de l'ordre ont dispersé avec des matraques et des canons à eau de jeunes contractuels qui voulaient passer la nuit devant le Parlement après plusieurs heures de manifestation. Une soixantaine de blessés légers ont

été transportés à l'hôpital cette nuit, selon Othmane Zerouch, un responsable de la coordination des contractuels. (Le Figaro, 24 mars 2019)

Deux mois plus tard, un père venu soutenir sa fille, enseignante manifestant à Rabat, décède après avoir été tabassé par les nervis du roi envoyés pour disperser le sit-in auquel il participait. La coordination « *considère l'État marocain entièrement responsable de l'assassinat de Abdallah Hajili* ». Des milliers de personnes défilent à Marrakech pour marquer leur soutien à la famille, dénoncer la répression et réaffirmer l'objectif de l'intégration de tous les contractuels dans la Fonction publique.

En 2020 et 2021, la mobilisation se poursuit, montrant la détermination des enseignants. Cependant, jamais le conseil national de leur coordination n'appelle à la grève générale jusqu'à satisfaction. Des grèves de plusieurs jours, voire d'une semaine, d'un mois, sont décrétées, toutes largement suivies, donnant lieu à de puissantes manifestations dans les différentes régions. Mais jamais le gouvernement ne se trouve confronté à la grève générale, il poursuit la répression. Il va jusqu'à utiliser des bandes de voyous contre les manifestants et ses flics harcèlent sexuellement les femmes qui participent aux marches. Il tente également une manœuvre que les enseignant(e)s déjouent.

La revendication initiale reste...

À l'échelle des régions (AREF, Académies régionales de l'éducation et de la formation), les « *conseils d'administration* » annoncent la « *fin de la contractualisation* » et tentent de convaincre qu'il s'agit là d'un alignement sur les droits inhérents au statut de fonctionnaire. Le 24 juin 2021, le Conseil de gouvernement annonce l'adoption d'un projet de loi.

Le projet de loi 01.21 est de nature à garantir le principe de similitude entre les cadres de l'AREF et le corps professoral qui est soumis au statut des fonctionnaires du ministère de l'Éducation nationale, ce qui permettra d'offrir à ces cadres une stabilité professionnelle à même de leur permettre de remplir leurs missions, ainsi que de renforcer leur place au sein du chantier de la réforme du système de l'éducation et de mettre en œuvre la loi-cadre 51.17.

La Coordination nationale des enseignants qui représente celles et ceux « *à qui on a imposé la contractualisation, rejette en bloc les nouveaux statuts fondamentaux des cadres des AREF* ».

On a juste retiré le terme de contractualisation, mais le fond reste le même. On parle, par exemple, d'avancements et de la possibilité de se présenter à des concours, or nous savons très bien que cela fait l'objet de dispositions spécifiques qui en fixent les modalités et que l'on ne trouve pas dans les nouveaux statuts des cadres des AREF. (Le Matin, 24 octobre 2021)

Le projet de loi de finances 2022 prévoit la création, au profit des AREF, de 15 000 postes pour le recrutement d'enseignants, confirmant ainsi le refus de l'intégration des enseignants contractuels dans la fonction publique d'État.

... mais les actions dispersées aussi

La fin de l'année 2021 voit une manifestation nationale très massive à Casablanca le 16 novembre, des rassemblements de grévistes suivent dès janvier 2022. L'État bourgeois multiplie les lourdes saisies sur salaire, les menaces à l'encontre des enseignants qui le défient, la répression violente dans la rue. Il y a des dizaines de blessés à chaque protestation et les tribunaux commencent à égrener les condamnations.

Plus de 40 enseignants marocains ont été condamnés à deux mois de prison avec sursis pour avoir manifesté sans autorisation en faveur d'une réforme de leur statut professionnel, a indiqué ce vendredi 11 mars leur avocate. Dans le même dossier, le tribunal de Rabat, qui a rendu ses verdicts jeudi, a infligé trois mois ferme à une professeure pour « outrage envers un corps constitué », a précisé à l'AFP M^e Souad Brahma, qui a décidé de faire appel. Cette professeure,

Nezha Magdi, était poursuivie pour avoir accusé les forces de l'ordre de « harcèlement sexuel » lors de la dispersion d'une manifestation d'enseignants contractuels le 17 mars 2021 à Rabat. (Ouest France, 11 mars 2022)

Des amendes de 1 000 dirhams (plus d'1/3 du salaire minimum) sont infligées aux condamnés ; en outre, 25 autres personnes restent poursuivies pour participation à des rassemblements interdits ou violation de l'état d'urgence sanitaire. La grève nationale de protestation des 22, 23, 24 et 25 avril, comme la semaine de mobilisation du début mai confirment que la détermination des professeur(e)s à obtenir leur intégration dans le corps national de l'enseignement public est intacte. Mais il est temps de marquer le point décisif.

Grève générale jusqu'à satisfaction !

Le 30 avril 2022, sous couvert d'augmentation du salaire minimum garanti (inférieur aux besoins) et d'autres mesures (promises), les dirigeants de l'Union marocaine du travail (UMT), de l'Union générale des travailleurs du Maroc (UGTM) et de la Confédération démocratique du travail (CDT), ont signé avec le gouvernement, le patronat un accord visant à « *institutionnaliser le dialogue social suivant les Hautes Orientations de SM le Roi Mohammed VI* » !

Les parties ont convenu d'un calendrier pour la promulgation de la loi portant sur l'exercice du droit de grève au 1^{er} janvier 2023 ; l'amendement du Code du Travail au 1^{er} juillet 2023, à travers la promulgation d'un texte de loi prenant en considération les attentes du secteur privé relatives, notamment à la flexibilité responsable. (1001infos, 2 mai 2022)

À bas la collaboration de classe ! À bas l'accord du 30 avril 2022 !

Dans les assemblées générales de la coordination, dans toutes ses instances, dans les réunions syndicales, dans les assemblées générales d'établissement, il faut se regrouper sur la seule orientation qui permettra de gagner : Grève générale de l'Éducation nationale ! Dirigeants de la coordination, de la FNE, du SNE, de tous les syndicats du secteur, appelez tous les enseignants à la grève jusqu'à satisfaction de l'exigence d'intégration des contractuels dans la fonction publique, pour le rejet de tout « statut régional » ! Aucune discussion avec le gouvernement qui réviserait à la baisse le cahier revendicatif adopté par les enseignants en lutte ! Autodéfense des manifestations !

10 aout 2022

Histoire du Parti communiste chinois (5) : 1935-1938

Avec la répression policière et une législation antidémocratique, le gouvernement de la RPC est en train d'intégrer pleinement Hongkong au régime despotique, après qu'elle a servi aux réformes pro-marché en 1979 et à la restauration du capitalisme en 1992. Au début de l'été, le président chinois s'y rend pour célébrer les 25 ans de la rétrocession de l'ancienne colonie britannique.

Le dernier siècle a été témoin du parcours où le Parti communiste chinois (PCC) a unifié et conduit le peuple chinois dans ses entreprises glorieuses pour un meilleur avenir, auxquelles les compatriotes de Hongkong ont apporté leur contribution unique et considérable. (Xi Jinping, french.news.cn, 1^{er} juillet 2022)

Le chauvinisme de Xi ne fait pas de doute, mais pour le justifier par une continuité séculaire, il doit se contorsionner et bafouer l'histoire. Le PCC, jusqu'en 1992, n'était pas un parti capitaliste. Il est né en tant que parti révolutionnaire sous l'impact de la révolution russe [voir *Révolution communiste* n° 46] puis est devenu stalinien, traître au prolétariat, quand l'URSS a dégénéré [voir *Révolution communiste* n° 47, n° 49]. Et c'est sur un ordre venu de l'étranger que le PCC stalinisé a dû s'allier en 1937 avec le GMD, le bourreau de la révolution chinoise.

1935 : la Comintern décrète le front uni avec le GMD

En 1933, la victoire d'Hitler, sans combat de la classe ouvrière allemande, confirme la dégénérescence du SPD mais révèle aussi la faillite du KPD, le plus grand parti communiste du monde capitaliste, à cause des consignes de Staline. Après avoir conduit le KPD à la défaite, l'Internationale communiste stalinisée (Comintern, IC) refuse de tirer les leçons de la défaite.

Face à la menace que l'impérialisme allemand fait peser à l'ouest de l'URSS, Staline fait tourner l'IC en 1934 pour se concilier les bourgeoisies « démocratiques » d'Europe. Pour cela, la Comintern reprend la politique de la 2^e Internationale d'après 1914 : social-patriotisme, alliance avec la bourgeoisie. Lors du 7^e congrès de l'IC en juillet 1935, le rapport de Dimitrov envisage que « la constitution d'un gouvernement de front populaire antifasciste soit non seulement possible, mais souhaitable » (cité par Pierre Frank, *Histoire de l'Internationale communiste*, 1979, La Brèche, t. 2, p. 718). Dans les mois qui suivent, Staline enterre définitivement le programme de l'IC et ouvre la période des « fronts populaires » [voir *Révolution communiste* n° 50].

En Chine, le PCC s'est réfugié dans les campagnes après les défaites urbaines de 1926-1928. Ses « armées rouges » contrôlent quelques zones « soviétiques », à l'écart des métropoles où règne le GMD de Jiang Jieshi. Chassée par l'armée régulière en 1935 de la principale base, celle du Jiangxi au sud-est de la Chine, la principale fraction du PCC se réfugie au Shaanxi, une province pauvre et excentrée du centre-nord. Cette fuite est nommée postérieurement « longue marche ». Mao joue désormais le premier rôle, avec l'appui de l'appareil de l'IC [voir *Révolution communiste* n° 50].

Staline garde une carte de rechange avec Wang Ming. Ce dernier avait été envoyé en 1929 en Chine avec Li Lisan et un groupe de cadres formés par la bureaucratie de l'URSS pour prendre le contrôle du PCC. Mais Li Lisan sert de bouc émissaire aux échecs répétés de la ligne de l'IC et Wang retourne à Moscou [voir *Révolution communiste* n° 49]. De novembre 1931 à novembre 1937, il est le chef de la délégation du PCC à la Comintern. Il devient membre du comité exécutif et du présidium de l'IC.

À ce titre, il élabore une première adaptation du « front populaire » à la Chine qui est signée « comité central du PCC ».

Nous sommes prêts à collaborer immédiatement avec toute personne qui participera à la cause patriotique antijaponaise pour négocier l'établissement d'un gouvernement conjoint de défense nationale, y compris les partis politiques, les organisations sociales (syndicats, associations de paysans, syndicats d'étudiants, chambres de commerce, églises, la Société antijaponaise et les ligues patriotiques...), des personnalités éminentes et des savants, des hommes d'État et diverses autorités civiles et militaires locales. (« Message aux compatriotes sur la résistance au Japon pour sauver la nation », 1^{er} août 1935, dans Tony Saich et Benjamin Yang, *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, Routledge, 2015, p. 696)

Alors que Jiang est plus préoccupé par les guérillas paysannes du PCC que par l'occupation japonaise de la Mandchourie, la jeunesse étudiante entre en scène.

Le 9 décembre, plus de dix mille étudiants de Pékin manifestent contre le Japon et ce mouvement ne sera pas sans rappeler celui du 4 mai 1919... Les manifestations recommencent à Pékin, au Pont du ciel, le 16. Elles s'étendent aux étudiants d'autres villes ; Hangzhou (11 décembre), Shanghai, Wuhan, Changsha, Wuzhou (20 décembre), elles touchent aussi une partie de la population urbaine. En quelques endroits de Chine du nord, et particulièrement le long des deux grands axes ferroviaires, les étudiants essaient même d'intéresser les paysans à l'agitation. Un peu partout

se forment des « Associations du salut national » qui au mois de mai 1936, se constitueront en fédération nationale à Shanghai et que les communistes s'efforceront de contrôler. (Jacques Guillermaz, *Histoire du Parti communiste chinois*, Payot, 1975, t. 1, p. 275)

La direction du PCC empêche la jonction entre le prolétariat, les paysans pauvres et la jeunesse étudiante. La réunion du CC à Wayaobu subordonne le prolétariat à la paysannerie riche et à la bourgeoisie « nationale ».

Une partie de la bourgeoisie nationale, de nombreux paysans riches et petits propriétaires dans les campagnes, et même quelques seigneurs de guerre peuvent adopter une attitude de sympathie, de neutralité et de participation. Le front de la révolution nationale s'est élargi. (« Résolution du comité central », 25 décembre 1935, dans Tony Saich et Benjamin Yang, *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, Routledge, 2015, p. 710)

1936 : Staline oblige le PCC à libérer le chef du GMD

Le PCC s'adresse à l'armée bourgeoise sur une base nationaliste.

L'armée rouge et l'armée du Nord-Est viennent de la même terre chinoise. Pourquoi serions-nous ennemis ? (Mao, « Lettre aux commandants du GMD », 26 novembre 1935, cité par Philip Short, *Mao Tsé-Toung*, p. 299)

Le 5 mai 1936, le Comité militaire révolutionnaire du PCC propose au gouvernement officiel « l'arrêt de la guerre civile et l'ouverture de négociations » (Guillermaz, *Histoire du Parti communiste chinois*, p. 279). Durant l'été, les contacts s'établissent.

À Moscou, à la représentation diplomatique du PCC au Komintern, les diplomates nationalistes tinrent des réunions discrètes avec Wang Ming. À Nankin, un envoyé communiste déguisé en prêtre prit contact avec Chen Lifu, l'un des hommes les plus puissants du Guomindang après Chiang lui-même. (Philip Short, *Mao Tsé-Toung*, Fayard, 1999, p. 303)

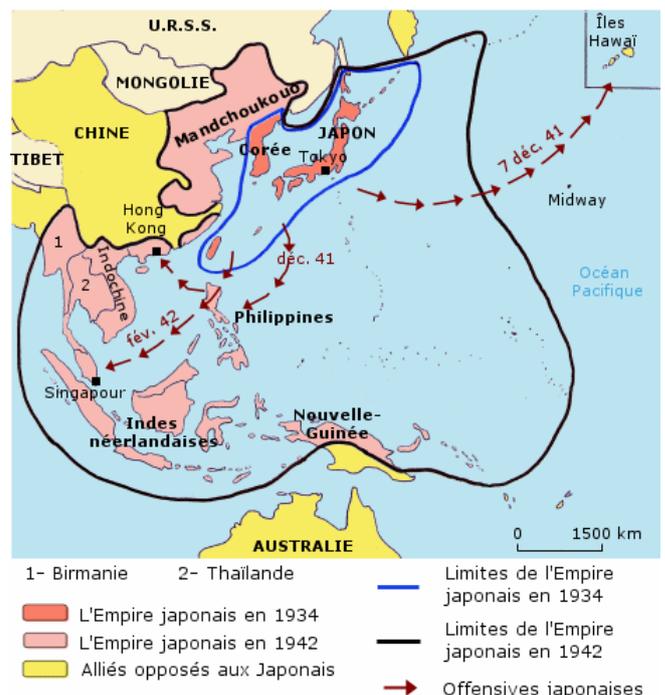
Inquiet de l'attitude belliciste du Japon qui mène des escarmouches à la frontière de l'URSS, Staline impose à Mao d'élargir le front unique anti-impérialiste à Jiang Jieshi lui-même, tout en fournissant une aide bienvenue au PCC.

Staline lui envoie deux millions de roubles et, plusieurs mois plus tard, 500 000 dollars américains et 1 166 tonnes de carburant, de fournitures militaires et d'autres biens stratégiques. Plus tôt encore, le 15 aout, il envoie une directive au nom du Secrétariat de l'IC dans laquelle il approuve « fondamentalement » la politique de Mao. Le télégramme du 15 aout proposait

l'élargissement du front uni. Staline conseille à Mao d'abandonner son attitude négative à l'égard de Jiang Jieshi et de « mettre le cap sur la cessation des opérations militaires ». (Alexander Pantsov et Steven Levine, *Mao, the Real Story*, Simon & Schuster, 2007, p. 296)

Le maréchal Zhang Xueliang a été chassé de Mandchourie par l'armée nippone. Il en tient Jiang Jieshi comme responsable et n'est pas insensible à la proposition d'unir les forces antijaponaises. De son côté, Jiang compte toujours écraser la guérilla communiste. Le 4 décembre 1936, il se rend à Xi'an, non loin des positions du PCC. Il rencontre alors le maréchal Zhang Xueliang pour le convaincre de mener cette campagne. Ce dernier, toujours en contact avec l'envoyé du PCC, Zhou Enlai, espère convaincre Jiang d'un front antijaponais avec les staliniens chinois. Mais Jiang exige son ralliement à une énième campagne anticommuniste.

Le 8 décembre, le Japon menace d'une guerre globale. Le 9, des milliers de manifestants défilent contre la menace impérialiste à Xi'an, la police tire et fait plusieurs blessés. Le 10, Mao Zedong informe Zhang d'un nouvel échec des négociations avec le Guomindang. Dans la nuit du 11 au 12 décembre, le maréchal Zhang fait arrêter le généralissime Jiang. Zhang propose au gouvernement central un accord de fin de guerre civile. Des tractations débutent pour un éventuel procès public du dictateur qui, selon Mao, sera un « événement révolutionnaire » (13 décembre). Mais les chefs de la bureaucratie de l'URSS sont d'un autre avis.





YAN'AN, 1937, BO GU, ZHOU ENLAI, ZHU DE ET MAO ZEDONG

*Loin d'être un « événement révolutionnaire » déclarait Staline, la mutinerie de Zhang était « un autre complot japonais... dont le but était d'entraver l'unification de la Chine et de saboter le mouvement antijaponais naissant ». C'était, à première vue, une déclaration si stupide que même le Guomindang la trouva risible... Dimitrov recommandait que le parti chinois « essaie de résoudre l'incident pacifiquement ». La vraie raison –qui apparut plus tard– était qu'en novembre, à l'insu de Mao, Staline avait décidé de faire une nouvelle tentative pour enrôler le gouvernement nationaliste comme allié pour contrer le pacte anti-Comintern qui venait juste d'être conclu entre le Japon et l'Allemagne. (Philip Short, *Mao Tsé-Toung*, Fayard, 1999, p. 307-308)*

Le bourreau de la révolution de 1927 est libéré par Zhou Enlai après des promesses qu'il n'avait pas l'intention de tenir. Jiang reprend la tête de l'État bourgeois et de l'armée officielle. Finalement, c'est le jeune maréchal qui est jugé en cour martiale et emprisonné pour 50 ans.

Les larbins chinois de Staline tentent de légitimer cette flagrante trahison.

*Le Parti communiste a préconisé un règlement pacifique, pour lequel il a fait tous les efforts possibles, dans le seul intérêt de l'existence de la nation. (Mao Zedong, « À propos d'une déclaration de Jiang Jieshi », 26 décembre 1936, *Oeuvres choisies*, t. 1, ELE, 1966, p. 287)*

1937 : la « contradiction principale » et la « contradiction secondaire »

De l'hiver 1936-1937 au début de l'été 1937, Mao, qui n'est jamais sorti de Chine et ne parle aucune langue étrangère, se penche sur les traductions en chinois de deux manuels staliniens de matérialisme dialectique et d'un copieux article de *Grande encyclopédie soviétique*, concoctés sous la tutelle de Mark Mitin. Celui-ci est « guidé par une idée : comment interpréter au mieux chaque mot et chaque pensée de notre sage et adoré maître, le camarade Staline » (*Boevye voprosy materialisticheskoi dialektiki*, Partizdat TsK VKP, 1936, p. 3).

Puis Mao, qui est un orateur médiocre, inflige chaque mardi et chaque jeudi 4 heures de cours de philosophie aux militants, sans citer ses sources. Au début, il ennue passablement ses auditeurs, mais il gagne un respect des cadres intermédiaires pour ses capacités idéologiques. Ses efforts sont retracés dans des écrits spécifiques (les laborieux *De la pratique*, juillet 1937 ; *De la contradiction*, aout 1937).

On en retrouve l'influence dans ses écrits politiques. Ainsi, pour justifier de s'allier aux bourgeoisies occidentales qui, depuis plus d'un siècle humiliant, pillent et divisent la Chine :

*Les contradictions entre la Chine et certaines puissances impérialistes sont passées au second plan, et la fissure entre ces puissances et l'impérialisme japonais s'est élargie. Il s'ensuit aussi que le Parti communiste chinois et le peuple chinois ont la tâche de lier le front uni national antijaponais en Chine au front de la paix dans le monde. En d'autres termes, la Chine ne doit pas seulement s'unir avec l'URSS, qui a toujours été une amie fidèle du peuple chinois, elle doit également, autant que possible, se lier, en vue d'une lutte commune contre l'impérialisme japonais, avec les pays impérialistes désireux actuellement de maintenir la paix et de s'opposer à de nouvelles guerres d'agression. (Mao Zedong, « Les tâches du Parti communiste chinois dans la période de la résistance au Japon », 3 mai 1937, *Oeuvres choisies*, t. 1, ELE, 1966, p. 296)*

Le « matérialisme dialectique » à la Staline et à la Mao sert à justifier tous les tournants de la caste russe privilégiée et de son appareil international. Il suffit à Mao de nommer « contradiction secondaire » la ligne d'hier et « contradiction principale » la nouvelle.

Les contradictions nationales qui se développent entre la Chine et le Japon ont surpassé en importance politique et relégué à une place secondaire et subordonnée les contradictions entre les classes et entre les blocs politiques du pays. (p. 297)

La lutte des classes devient « secondaire » pour un « marxiste-léniniste » ! Cette lamentable casuistique a provoqué l'admiration de Louis Althusser, Alain Badiou et Slavoj Žižek.

Sa connaissance de Marx était probablement limitée. Par exemple, il avait coutume de dire que chaque chose a deux aspects, un bon et un mauvais ; il s'en serait probablement gardé s'il avait su que Marx railait cette forme de dialectique comme une absurdité petite-bourgeoise. (Leszek Kolakowski, *Main currents of Marxism*, 1976, OUP, 1977, t. 3, p. 495 ; Kolakowski fait allusion à *Misère de la philosophie*, 1847)

1937 : le second front unique antiimpérialiste entre le PCC et le GMD

Mao enjoit aux cadres et militants du PCC, de l'Armée rouge et de la « région spéciale » qu'ils gouvernent (fini les « soviets » !) de cesser toute hostilité envers l'État bourgeois et son armée (ARN).

Dans l'intérêt de la paix intérieure, de la démocratie et de la résistance et en vue d'établir un front uni national antijaponais, le Parti communiste chinois a pris les quatre engagements suivants : 1) renoncer à la dénomination d'Armée rouge et faire de l'Armée rouge une partie de l'Armée révolutionnaire nationale, en plaçant ce Gouvernement et cette Armée sous l'autorité respective du Gouvernement central de Nankin et de son Conseil militaire ; 2) appliquer intégralement le régime démocratique sur tout le territoire administré par le Gouvernement de la Région spéciale ; 3) cesser de suivre une politique de renversement du régime du Guomindang par la force ; 4) cesser de confisquer les terres des propriétaires fonciers. (Mao Zedong, « Les tâches du Parti communiste chinois dans la période de la résistance au Japon », 3 mai 1937, *Oeuvres choisies*, t. 1, ELE, 1966, p. 301-302)

Début 1937, les négociations entre Zhou Enlai, émissaire du PCC, et les cadres du GMD avancent à grands pas. En juin, une mission du GMD se rend à Yan'an (Yenan), la capitale de la « région spéciale » du Shaanxi.

Sous un prétexte (« l'incident du pont Marco Polo » du 7 juillet 1935), l'armée impériale japonaise reprend les hostilités, envahit le nord du pays. Elle est bien supérieure à l'armée conventionnelle chinoise. Mais la taille du pays l'empêche de mailler finement le territoire. L'envahisseur ne contrôle que les métropoles, ce qui le rend vulnérable à la guérilla. Pékin tombe le 13 août.

Le 21 août 1937, le gouvernement chinois signe un pacte avec l'URSS. Le 22 septembre, le GMD officialise l'alliance que réclamait le PCC. Jiang intègre la guérilla stalinienne renommée « 8^e armée de route » à l'Armée nationale « révolutionnaire ».

Sur le terrain, l'armée nationaliste bourgeoise recule tout en laissant les masses désarmées face à l'ennemi. La ba-



YAN'AN, 1937, MAO ZEDONG ET WANG MING

taille de Shanghai est perdue le 6 septembre après la destruction de la moitié de l'aviation chinoise et 200 000 morts. La capitale de Jiang Jieshi, Nankin, est abandonnée à son sort le 13 décembre. L'état-major nippon laisse ses soldats piller, violer et massacrer. On estime à 100 000 les victimes civiles et à au moins 20 000 le nombre de viols.

La guerre nationale est entravée par le refus conjoint du GMD et du PCC d'intéresser les masses paysannes, comme elles le furent durant la révolution américaine (1775-1783), la révolution française (1789-1793) et la révolution russe (1917-1921).

Dès l'été 1937, les confiscations et redistributions de terres sont arrêtées, sauf dans le cas de « collaborateurs » pro japonais absents. C'est vers des mesures de réduction du loyer des terres que l'on va s'orienter. La décision du 28 janvier 1942 du comité central rappelle et résume toute la politique agraire qui sera celle du parti communiste pendant près de dix ans, entre 1937 et 1947. (Jacques Guillermez, *Histoire du Parti communiste chinois*, Payot, 1975, t. 1, p. 342)

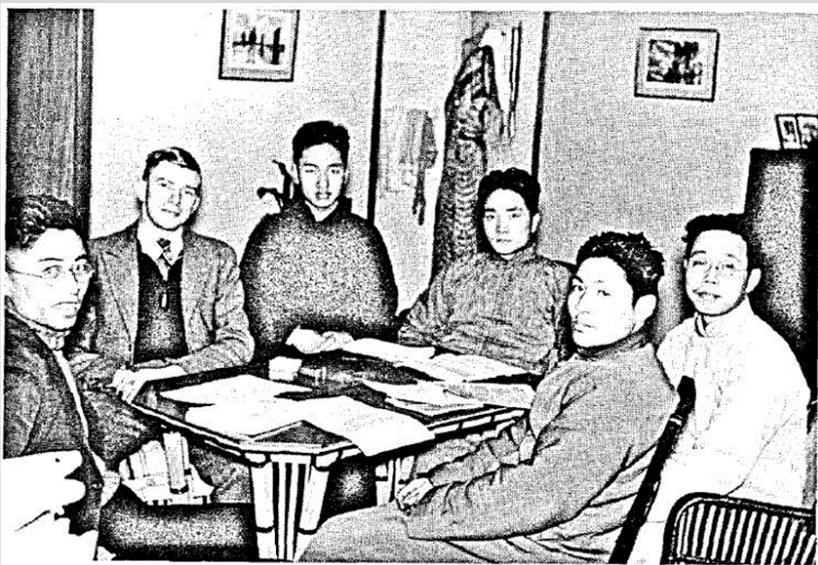
1938 : Mao l'emporte définitivement sur Wang

Mao n'a aucune illusion sur Jiang et le GMD et il comprend que l'Armée impériale japonaise est autrement efficace que l'ARN du GMD. L'Armée rouge se garde donc d'affronter les troupes de l'envahisseur et, face à Jiang, le PCC conserve son pouvoir local et son indépendances militaires.

Comme tout autre militariste en Chine, Mao savait bien que son pouvoir, voire sa survie, dépendait totalement de la force de son armée. (Alexander Pantsov et Steven Levine, *Mao, the Real Story*, Simon & Schuster, 2007, p. 315)

Mais cette prudence n'est pas au goût de Staline. En novembre 1937, en pleine débâcle militaire devant le Japon, il envoie en Chine Chen Yu, Kang Sheng (qui est intégré depuis 1933 au NKVD (et a fait liquider des centaines de militants communistes d'Asie résidant à Moscou) et Wang Ming.

La 4^e Internationale pour la lutte contre l'impérialisme japonais par la révolution sociale



SHANGHAI, 1936, LE COMITÉ CENTRAL DE LA LIGUE COMMUNISTE DE CHINE : WANG FANXI, FRANK GLASS, HUA ZHENLIN, HAN JUN, CHEN QICHANG, JIANG ZHENDONG

Devant la faillite du KPD en Allemagne, l'incapacité de l'IC à en tirer les leçons en 1933 et son tournant vers les fronts populaires en 1934-1935, l'Opposition de gauche internationale décide de créer une nouvelle internationale. La révolution espagnole de 1936-1937 et son blocage par le Frente Popular confirment qu'il ne faut pas empêcher la révolution sociale des ouvriers et des paysans travailleurs si on veut gagner la guerre.

La tâche immédiate du prolétariat chinois est la lutte pour la conduite de la guerre contre le Japon par la mobilisation et l'armement des larges couches du peuple travailleur, afin de lier à la défaite et à la révolution au Japon, la victoire du prolétariat chinois sur le Guomindang traître et valet de l'impérialisme. Dans cette lutte, le prolétariat international sera aux côtés des ouvriers, paysans et soldats chinois. Cependant les masses chinoises étant férocement exploitées, leur mobilisation pour la défense révolutionnaire de la Chine, c'est-à-dire pour la troisième révolution, doit se faire sur la base d'un programme de revendications sociales et politiques déterminées : armement des masses populaires, liberté de presse et d'organisation, expropriation des grands propriétaires fonciers, partage des terres, abolition des impôts et des dettes usurières, contrôle ouvrier sur la production. La bourgeoisie doit porter les frais de la guerre préparer le passage révolutionnaire du pouvoir des mains du Guomindang traître entre celles des ouvriers et paysans qui tendront la main aux masses travailleuses du Japon et de la Mandchourie. Assemblée constituante pan-nationale, démocratiquement élue, Assemblée nationale des Comités de soldats, ouvriers et paysans, qui, seule, peut décider du sort de la Chine. (Secrétariat international de la 4^e Internationale, « Résolution sur la guerre sino-japonaise », août 1937, *Quatrième internationale* n° 4, janvier 1938)

La section chinoise de la QI, la Ligue communiste, réduite par la répression du GMD à quelques dizaines de militants, dispersés, s'efforce d'ouvrir cette voie.

Les marxistes, ayant étudié les leçons de l'histoire (en particulier du passé récent de la Chine) ne croient pas que la Chine peut arracher une véritable indépendance nationale sous le règne de Jiang. La bourgeoisie et son gouvernement sont totalement incapables, à cause de leurs liens avec l'impérialisme et de leur crainte des masses, de conduire efficacement une telle guerre. Ils chercheront soit un compromis avec le Japon, soit avec ses rivaux impérialistes, ce qui reviendra au même pour l'indépendance de la Chine. (Li Fu-jen, « End of the Chinese Soviets », *New International* n° 16, janvier 1938)

Après l'invasion japonaise, elle reçoit le renfort de 50 communistes révolutionnaires relâchés le 13 août 1937 des prisons du gouvernement. La LCC publie le mensuel illégal *Doh Tseng* (Lutte) et le mensuel légal *Tung Shan* (Le temps de vivre) à Shanghai, le mensuel *Iskra* à Hongkong... Mais, parmi les libérés, le principal cadre issu du PCC, son premier secrétaire général Chen, adopte le front unique antiimpérialiste.

Chen Duxiu proposait d'offrir un soutien total à la guerre de résistance conduite par Jiang Jieshi. Il désapprouvait la critique de la politique du Guomindang publiées dans notre revue. En raison de son attitude, un grave conflit éclata au sein de l'organisation. (Chen Bilan, « Mes années auprès de Peng Shuzhi », 1970, *Cahiers du CERMTRI* n° 55, décembre 1989)

Néanmoins, fin 1939, la LC compte 250 militants (dont 60 % sont des ouvriers et 40 % des employés ou des intellectuels). Pour autant, le PCC l'emporte de loin car il bénéficie du prestige, usurpé, de la révolution russe et il dispose de moyens financiers et matériels envoyés par l'URSS. La LCC se heurte à la répression de l'occupant japonais, du GMD et aux calomnies du PCC qui la traite d'agent du Mikado (l'empereur du Japon).

En 1938, l'hystérie anti-trotskyse reprit après le retour de Wang Ming en Chine et le mot « trotskyste » devint synonyme dans le langage du parti de « espion japonais ». (Gregor Benton, *China's Urban Revolutionaries*, Humanities Press, 1996, p. 61)

*Trois jours avant le départ pour la Chine, le 11 novembre 1937, Wang Ming reçut des consignes directes de Staline pour « prendre des mesures pour extirper les influences du trotskysme dans l'action de la direction du PCC... Utilisez tous les moyens... Les trotskystes doivent être chassés, abattus, détruits. Ce sont des provocateurs, les agents les plus pervers du fascisme ». (Alexander Pantsov et Steven Levine, *Mao, the Real Story*, Simon & Schuster, 2007, p. 317)*

Lors de la réunion du bureau politique de décembre 1937, Wang Ming se présente comme le représentant de Staline avec l'appui de Kang Shen et Chen Yu.

*Staline considérait le GMD comme un partenaire indispensable pour tenir les Japonais en respect (et les empêcher de porter leur attention sur la Sibérie). Donc le parti chinois, en tant que loyal sujet de la Comintern, devait faire tout ce qui était en son pouvoir pour favoriser l'alliance Soviétiques-GMD. La question-clé plaçait Wang, était de « consolider et étendre l'unité entre le GMD et le PCC » sur une base non de « concurrence mutuelle » mais « de respect, de confiance, d'aide et de surveillance mutuels ». (Philip Short, *Mao Tsé-Toung*, Fayard, 1999, p. 318)*

Wang propose que le PCC soit loyal envers le GMD et que l'Armée rouge participe à la guerre conventionnelle de l'ARN contre l'armée japonaise. Mao maintient la ligne adoptée à Luochan, consistant à ce que le PCC garde son indépendance tout en s'alliant et à ce que ses troupes se limitent à la guérilla. Comme le BP est à peu près partagé en deux moitiés, le débat n'est pas tranché. Wang Ming est intégré au BP et devient chef de la délégation du PCC auprès du Guomindang à Wuhan.

*Les communistes sont invités à siéger au « Conseil politique du Peuple » convoqué en juillet 1938 à la place de l'Assemblée nationale... Zhou Enlai avait été invité à assister au Congrès national exécutif du Guomindang (mars-avril 1938) comme aux beaux jours. (Jacques Guillermez, *Histoire du Parti communiste chinois*, Payot, 1975, t. 1, p. 351-352)*

Lors de la réunion de février 1938, Mao présente une analyse fouillée et pessimiste de la guerre. Le BP se divise

entre Wang Ming, Zhou Enlai et Bo Gu d'un côté ; Mao, Chen Yu et Kang Sheng de l'autre. Mao envoie en mars 1938 Ren Bishi à Moscou, où se décide qui dirige les partis « communistes ».

Ren explique deux fois, en avril puis en mai, au présidium de l'IC que Mao est un chaud partisan du front unique antiimpérialiste avec le GMD et qu'il est le mieux placé pour l'appliquer. Estimant inutile de fragiliser la direction du PCC par un affrontement entre Wang et Mao, Staline renonce à son projet.

*Après que Dimitrov a consulté Staline à la mi-juin, le comité exécutif de l'IC déclare « son plein accord avec la ligne du PCC », soutient même sa politique de poursuivre la guerre de guérilla aux arrières des forces du Japon et de préserver l'autonomie complète du parti dans le front uni. Il approuve la nomination de Mao comme secrétaire général. (Alexander Pantsov et Steven Levine, *Mao, the Real Story*, Simon & Schuster, 2007, p. 323)*

Dimitrov transmet la résolution à Wang Jiaxiang, qui rentre en Chine et qui est remplacé à Moscou dans l'appareil de l'IC par Ren. Il lui précise :

Vous devez dire à tous qu'il est nécessaire de soutenir Mao Zedong en tant que chef du Parti communiste chinois. Il a été trempé dans la lutte pratique. Des personnes telles que Wang Ming devraient cesser de se battre pour la direction du parti. (p. 323)

Le bureau du PCC à Wuhan ferme. La chute de Wuhan en août 1938 clôt la victoire japonaise. Le désastre du détournement du fleuve Jaune pour limiter la progression nipponne fait entre 500 000 et 900 000 morts civils et des millions de réfugiés.

Lors de la réunion du bureau politique de septembre 1938, Wang Jiaxiang transmet la décision de la Comintern qui est comprise par tous les participants comme celle de Staline. Mao marginalise Wang Ming, d'autant que la relation avec le GMD se détériore. Le choix est confirmé par les éloges à Mao de la presse de l'URSS.

(à suivre)



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville..... Pays.....

Adresse électronique@.....

ABC du marxisme : inflation

L'inflation est « la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui entraîne une augmentation générale et durable des prix » (INSEE). Elle est l'indication que la monnaie, l'argent, d'un État (ou d'un groupe d'États dans le cas de l'euro) joue mal son rôle d'équivalent général [voir *Révolution communiste* n°49]. En particulier, la dépréciation de la monnaie perturbe ses fonctions de mesure de valeur et de réserve de valeur : au fil du temps, la même somme procure moins de biens et services.

Contrairement à ce qu'assurent les journalistes des principaux médias et les politiciens bourgeois, l'inflation n'avait pas disparu. D'une part, ces dernières décennies, certains pays dominés ont subi des vagues d'inflation devenue incontrôlable (en 2018, elle s'élevait à 15 % en Turquie, à 47 % en Argentine, à 929 790 % au Venezuela...).

D'autre part, toute monnaie des centres impérialistes perd un peu de sa valeur chaque année, ce qu'assument les banques centrales. Leur cible est généralement de 2 % par an, depuis une décision du parlement néozélandais de 1989. C'est le choix de la BCE.

Il ne s'agit pas d'un plan sournois de la classe dominante du pays, exécuté à travers la « politique monétaire », mais d'une forme de contradiction du capitalisme contemporain. Bien que la valeur des biens fabriqués généralement baisse, ce qui tend à faire baisser les prix, les monnaies nationales se déprécient toutes, plus ou moins vite, ce qui pousse inversement les prix à la hausse.

La monnaie contemporaine est avant tout de la monnaie de crédit, émise par les banques ordinaires quand elles prêtent aux entreprises non-bancaires (et aussi aux particuliers, à l'État). La monnaie ainsi créée est créditée sur le compte de l'emprunteur et apparaît au passif de la banque, la créance correspondante figurant à l'actif de son bilan. À l'inverse, lorsqu'un agent non bancaire rembourse, partiellement ou totalement, le crédit qui lui a été accordé, il détruit de la monnaie.

Ce système nécessite qu'une banque (la « banque centrale ») serve de chambre de compensation, c'est-à-dire à régler quotidiennement les soldes des mouvements d'argent entre les banques ordinaires. Pour cela, chaque banque a un compte à la banque centrale. Celle-ci refinance aussi les banques ordinaires en leur fournissant de la monnaie centrale, incluant des billets, sur le compte que celles-ci ont chez celle-là.

La quantité de monnaie dans une économie résulte avant tout de la demande de crédit des acteurs économiques non-financiers (entreprises non bancaires, particuliers, État), un endettement qui est conditionné par le taux de profit. Le crédit devient de plus en plus indispensable au capitalisme.

La contrepartie est que la monnaie n'est plus convertible en or. Elle n'est plus qu'un signe de valeur qui ne peut fonctionner qu'avec la garantie par l'État. Sur un territoire donné, elle a « cours légal », les vendeurs ne peuvent la refuser comme paiement. La contradiction n'est pas supprimée, elle est reportée au niveau international, car la monnaie doit être échangée contre d'autres sur le « marché des devises » ou « marché des changes », dont l'axe est la monnaie de la puissance impérialiste dominante (le dollar étasunien) qui n'échappe pas à la dépréciation généralisée des monnaies contemporaines.

Inévitablement, des contradictions surgissent entre les opérations de crédit et l'accumulation réelle de capital, entre les différentes monnaies à l'échelle mondiale reflétant l'inégalité économique entre les différents États qui se partagent la planète.

Dans le cas où l'anticipation (par les banques) de création de valeur opérée par leurs emprunteurs (quand ce sont des entreprises non bancaires) n'est pas totalement vérifiée, la monnaie concernée se déprécie et par conséquent il en faut plus pour acheter la même chose. Telle est la source de l'inflation rampante permanente.

Les problèmes d'une monnaie peuvent être aggravés quand elle se déprécie sur le marché des devises, ce qui renchérit les importations de biens et de services et augmente le poids de la dette extérieure si elle a été contractée en monnaie étrangère.

Une pandémie mondiale, une restructuration de la production internationale ou un conflit armé peuvent faire grimper brusquement les prix de certaines marchandises, ce qui provoque des cercles vicieux, d'abord en cas d'importation nécessaire à la production locale, ensuite par contagion au sein de l'économie nationale.

Le fonctionnement du capitalisme est généralement perturbé par l'inflation. Pour autant, aucune politique monétaire ne peut la supprimer.

L'enjeu est de savoir si la banque centrale et le gouvernement (deux faces de l'État bourgeois) échouent à la contenir, au détriment du capital national (et inévitablement de la population laborieuse) ou si l'État bourgeois parvient à la contrôler, à la limiter sur le dos des producteurs et leurs familles en leur faisant supporter l'augmentation des prix des biens et services entrant dans la consommation populaire, en restreignant les dépenses sociales (mais pas les policières et militaires), en bloquant les salaires (comme Mitterrand, soutenu par le front populaire PS-PCF-PRG, en France en 1982).

D'où la justification des revendications de la suppression des impôts sur la consommation populaire et de l'indexation des salaires, des allocations et des pensions, débouchant sur la nécessité d'un gouvernement ouvrier.

